



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE



PIGE PRESSE

Du 15 au 21 mars 2025

Présentée par : Fatou FALL

Sommaire

- I. Actualité nationale
- II. Actualité internationale
- III. Actualité syndicale
- IV. Vie étudiante
- V. Ils ont parlé de nous
- VI. Actualité UN-CHK
- VII. Agenda
- VIII. Opportunités





ACTUALITE NATIONALE



Exclusion d'élèves voilées à Thiès : L'Inspection d'Académie prend des mesures fermes...

L'Inspection académique de Thiès réagit avec fermeté après l'exclusion d'élèves voilées au collège Saint Gabriel, ce 17 mars 2025 en ordonnant leur réintégration immédiate.

En effet, l'administration du Collège Saint Gabriel de Thiès (Sénégal) a interdit l'accès à plusieurs élèves, majoritairement des filles portant le voile, au motif que certains voiles dissimulaient entièrement l'uniforme scolaire.

Cependant, l'enquête de l'Inspection d'Académie de Thiès a révélé que des élèves respectant les règles vestimentaires avaient également été exclues. Selon le chef d'établissement, cette mesure visait à « marquer le coup » pour faire respecter le port correct de l'uniforme.

[Lire la suite](#)

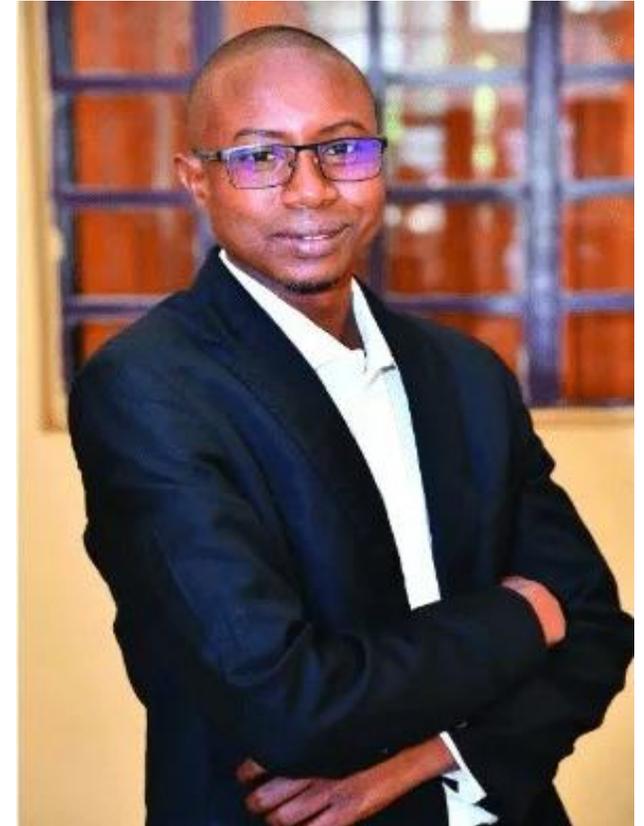


Thies info
17 mars 2025

Enseigner ce qu'on n'a pas appris (Par Seydou KA)

Deux nouvelles contradictoires nous sont venues récemment de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad). La première, la moins bonne, est liée aux scandales des notes dites sexuelles. La deuxième, la bonne, c'est la nomination d'un nouveau recteur, le 5 mars 2025, en la personne du Pr Alioune Badara Kandji.

Issu d'une famille d'universitaires – son père, comme lui, fut doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Ucad – le Pr Kandji aura la lourde responsabilité de réconcilier ce temple du savoir avec sa devise : lux mea lex (la lumière est ma loi). Car, il faut le dire, ces dernières années, l'Ucad était devenue un temple de l'obscurantisme où la violence physique prend souvent le dessus sur la force des idées.



Le Soleil
17 mars 2025

[Lire la suite](#)

Une rencontre s'est tenue récemment pour discuter des enjeux de l'Intelligence Artificielle (IA). Cette initiative a été portée par Destins Croisés, une organisation dirigée par son président Mamadou Mbaye, en partenariat avec L'Unitra - Université du 3e âge, présidée par Alioune Cissé.

Définition et Objectifs de la Rencontre

Un intervenant, Mamadou Mbaye, a ouvert le débat en déclarant : « L'Intelligence Artificielle est un domaine scientifique qui vise à créer des ordinateurs et des machines capables de raisonner, d'apprendre et d'agir. »



Thies Info
17 mars 2025

[Lire la suite](#)

Observatoire Régional de la Résilience des Systèmes Éducatifs en Afrique : Le Sénégal participe au lancement

Une équipe de recherche dirigée par Le Pr Mamadou Dramé, enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD) a participé fin février 2025 au lancement officiel de l'Observatoire Régional de la Résilience des Systèmes Éducatifs en Afrique.

Cette activité a été organisée par le réseau RAN (ResilientAfrica network) de l'Ecole de Santé Publique de l'Université de Makerere, en collaboration avec Link Community Development Uganda et le Regional Resilience Center (RRC) de l'Université de Dalhousie.



Senego
18 mars 2025

[Lire la suite](#)

Université Cheikh Ahmadoul Khadim : installation d'une nouvelle équipe dirigeante

L'Université Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba amorce une nouvelle phase de son développement avec la nomination d'une équipe dirigeante de haut niveau, placée sous la bénédiction de Serigne Mountakha Mbacké, Khalife général des Mourides.

À la tête de cette institution, le Professeur Lamine Gueye a été désigné recteur. Ancien recteur de l'Université Alioune Diop de Bambey, il a également occupé le poste de Secrétaire exécutif de l'Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (ANAQ-Sup). Son expertise et son expérience seront précieuses pour renforcer la qualité académique et la visibilité de l'université.

[Lire la suite](#)



Sunuker
18 mars 2025

Examens de fin de cycle élémentaire et du BFEM : Le Premier ministre appelle à résoudre la problématique des candidats sans pièces d'état civil au plus tard le 30 avril 2025

Lors de la réunion interministérielle sur l'état civil, le Premier ministre a insisté sur la nécessité de résoudre rapidement la problématique des élèves en classes d'examen dépourvus de pièces d'état civil.

« J'engage les ministres chargés de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle, en collaboration avec les ministres chargés des Collectivités territoriales, de la Justice et de l'Intérieur, à prendre sans délai les dispositions

appropriées pour résoudre la problématique des élèves candidats aux examens de fin de cycle élémentaire, du BFEM et du baccalauréat sans pièces d'état civil. Cette résolution doit être ponctuelle, au plus tard le 30 avril 2025, pour les examens de l'année scolaire en cours, et structurelle, au plus tard le 31 décembre 2025, pour la cohorte d'élèves concernés par cette problématique », a déclaré le chef du gouvernement.



Dakar Actu
18 mars 2025

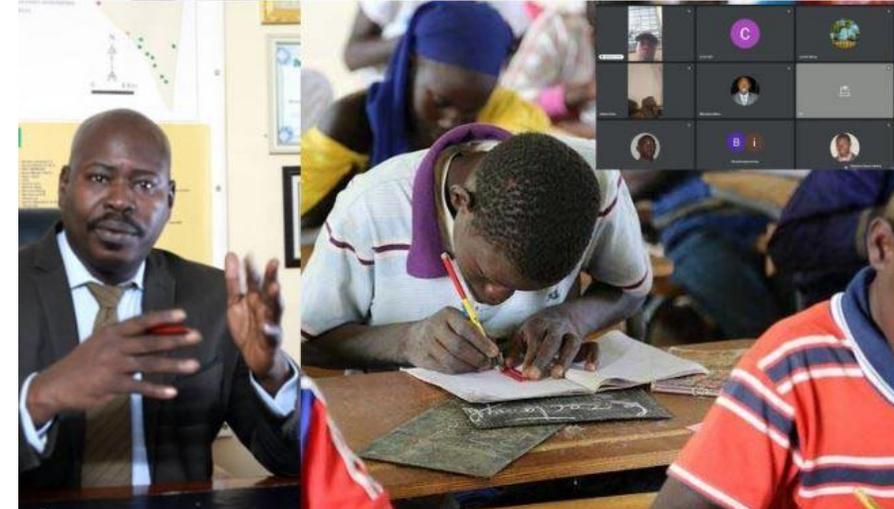
[Lire la suite](#)

COSYDEP : un panel d'apprentissage pour repenser l'avenir éducatif

Dans le cadre de l'évaluation des 10 ans des auditions publiques, la COSYDEP a organisé, lors de la première journée, un panel d'apprentissage autour du programme « *Éducation en Haute Voix* », financé par le Partenariat Mondial pour l'Éducation.

Ce panel, animé par les coordonnateurs des régions de Tambacounda, Louga et Sédhiou, portait sur le thème : « Dispositif d'audition publique des managers de centres de responsabilité : perspectives pour une gouvernance inclusive et transparente ».

À cette occasion, Cheikh Mbow, Directeur exécutif de la COSYDEP, a rappelé l'importance de faire régulièrement le point sur les actions entreprises afin de mieux les orienter et d'assurer que tous les enfants, en particulier les plus vulnérables, puissent jouir de leur droit à l'éducation.



Senego
18 mars 2025

[Lire la suite](#)

Le système éducatif face aux défis du chômage

En 1959, déjà, Gabriel Ardan, pouvait écrire : «le tiers monde est un monde de chômeurs chroniques. Le sous-développement et le sous-emploi vont de pair», dans son livre «Le monde en friches».

Il est vrai que dans la plupart des pays sous-développés comme le nôtre, à cause du chômage, d'importantes potentialités productives sont sous-utilisées : des usines tournent à moitié de leur capacité - Sonacos, Ies, Les Phosphates, pour ne citer que celles-là ; l'eau gaspillée, des terres pourtant fertiles ne sont pas mises en valeur convenablement, des capitaux sont exportés à travers les ressources naturelles - or, zircon et autres.

La plupart des spécialistes s'accordent à souligner que chômage et sous-emploi sont actuellement une des causes fondamentales de la perpétuation des «cycles vicieux» du sous-développement.

Ainsi, comme beaucoup de gens ne trouvent pas de travail, ils sont pauvres et ne peuvent acheter les marchandises dont ils ont besoin et qui, dans bien des cas, pourraient, pour une grande part, être produites avec les équipements existants. D'où la nécessité de préserver autant que possible, les unités industrielles existantes et même d'en créer d'autres.

Heureusement, les autorités actuelles semblent aller dans cette direction, notamment avec le pétrole, surtout avec le gaz. Autrement, et c'est ce que nous avons vécu jusqu'ici, les entreprises s'étouffent, n'investissent pas, n'embauchent guère et faibles sont les salaires de ceux qui ont la chance d'avoir du travail, puisque les

demandeurs d'emploi sont innombrables ; les gens restent donc pauvres.

Dès lors, comment le système éducatif, dans son ensemble, devrait-il se comporter devant un tel phénomène ? C'est le système qui produit les ressources humaines ; le capital humain indispensable à tout processus de développement, c'est évident.

Et, c'est dans cette perspective que les questions suivantes trouvent toute leur pertinence : à quoi destine-t-on les élèves à qui l'on enseigne ? Quel rôle ont les savoirs que nous donnons à connaître ?

Si nous admettons avec Castoriadis, qui parle d'auto-éducation est bien celle d'une auto-transcendance, c'est-à-dire la capacité de l'homme à attribuer les finalités de sa propre éducation. La finalité - fin est ce but différé, ce que l'homme pense que l'homme doit être ce «au nom de quoi» l'on éduque, liant le «pourquoi» et le «comment» ou éduque.

Aussi, parcourant les trois orientations, les trois mouvements de la conception de l'éducation comme mode de pensée que sont : «anciens», «modernité» et «post-modernité», j'ai plutôt été persuadé par le second, à savoir la modernité, notamment avec la vision de Condorcet qui perçoit l'instruction comme un agent du progrès social/ Peut-on parler de progrès social dans une société où le chômage est endémique ?

De ce point de vue, il est évident qu'on éduque pour être, pour devenir, pour donner un sens à une exigence individuelle et sociale, et non pas seulement pour éduquer -«Jang ngir tekki». C'est là que les nouvel-

les autorités doivent agir avec la plus grande prudence, car l'idée est sortie aussi bien lors de la Dpg du Premier ministre qu'au niveau du passage du 15 décembre 2024. Il ne s'agit pas de former pour grossir le rang des chômeurs. Ce qui compte vraiment, c'est trouver un emploi après les études, sinon à quoi bon !

L'accès effectif à l'emploi à l'issue des études secondaires ou supérieures ou, à l'inverse, le taux de chômage selon le niveau du diplôme -Cfee et Bem- (pourquoi pas ?) constituent a priori les premiers indicateurs du «rendement externe» de l'école.

En principe, avoir fait des études supérieures devrait «protéger» du chômage. Est-ce le cas ? Jugez-en. Non seulement les titulaires de diplôme de grandes écoles, mais aussi les licenciés ou titulaires de Master 1 ou 2 sont pratiquement absorbés par le chômage. Cela veut tout simplement dire que le «terrain de chute» fait défaut. On forme certes bien, mais les structures d'accueil manquent terriblement. Pour l'année 2024, au Concours de recrutement des élèves-maîtres -Crem- pour deux mille places, il y a eu quatre-vingt mille dossiers enregistrés.

Fort de ce constat, la tendance doit, à mon avis, inévitablement être inversée. Tout le monde n'est pas fait pour entrer à l'université. Sur tout le cursus, du préscolaire à l'université, ce que j'appelle des «bretelles» doivent être instaurées, à la fin de chaque cycle, en commençant par celui dit fondamental -fin classe de 3^{ème}.

Que peut-on entendre par «bretelles» ? Elles seraient des

structures de formation pratique indispensables à la vie moderne : plomberie-sanitaire, carottage, électricité, restauration, hôtellerie, etc. Il en serait de même au niveau du cycle moyen secondaire. L'université étant réservée à l'excellence pour la formation des cadres de conception de haut niveau. C'est comme cela que ça se passe dans les pays industrialisés, y compris le Japon que j'ai eu l'opportunité de visiter. Ainsi, on éviterait le phénomène du «remplissage» dans les structures d'enseignement supérieur, qui ne fait qu'aggraver le chômage avec tout ce que cela entraîne comme désagréments -«Mbeukmi» notamment.

Mais on ne peut négliger pour autant le rôle que joue la dégradation des conditions économiques des «familles défavorisées» du fait du chômage qui les affecte massivement et durablement. L'école est aussi «malade du chômage». Si les parents n'ont pas de présent pour eux-mêmes, il leur est impossible d'imaginer un futur pour leurs enfants.

L'aggravation des situations de «rupture sociale» telle que nous la vivons depuis un certain temps, fait craindre que l'amélioration quantitative et même qualitative des moyens consacrés au système éducatif ne suffise à réduire la fracture sociale. Il faut, à mon sens, aussi chercher ailleurs, et notamment dans la sphère économique elle-même, les voies et moyens de renforcer la cohésion sociale. Du pain sur la planche pour des hommes de bonne volonté.

Yakhya DIOUF
Inspecteur de l'Enseignement Élémentaire à la Retraite

L'Inspection d'académie de Thiès rappelle à l'ordre le Collège Saint-Gabriel

Alors que l'administration du Collège Saint-Gabriel de Thiès évoque une «erreur de communication», l'Inspection d'académie est revenue sur les faits ainsi que les instructions fermes données.



Ce lundi 17 mars 2025 vers 8 heures, des élèves, notamment des filles ont été interdites d'accès au Collège Saint-Gabriel de Thiès par l'administration pour, semble-t-il, le port de voile. «Après une enquête diligente par l'Inspection d'académie au niveau de l'établissement, il est ressorti des propos de l'administration du collège que le motif du renvoi est lié au fait que certains voiles cachent entièrement l'uniforme du Collège Saint-Gabriel.

Malheureusement, d'autres filles ayant correctement porté le voile ont été victimes de cette mesure, a déploré l'Inspection d'académie de Thiès.

En outre, la mission de l'Inspection d'académie de Thiès «a pu constater et confirmer le renvoi qui, de l'avis du chef d'établissement, visait simplement à marquer le coup en les poussant à respecter le port correct de l'uniforme».

Le communiqué d'indiquer : «Compte tenu de toutes ces consi-

dérations, il a été rappelé à l'administration du collège qu'une telle décision divorce avec les textes en vigueur, notamment l'arrêté n° 024630 du 08 octobre 2024 relatif aux principes directeurs des règlements intérieurs des établissements publics et privés d'éducation et de formation du Sénégal, en ses articles 4, 5 et 6 consacrant le caractère fondamental du droit à l'éducation et de l'acceptation de la mixité et du respect mutuel pour le renforcement des valeurs du vivre ensemble ; la correspondance n° 5927/la Th/Cemsg/la u 06 décembre 2024 portant validation de règlements intérieurs par l'Inspection d'académie de Thiès».

Au regard de ce qui précède, «des instructions fermes ont été données au directeur dudit collège pour la réintégration, dans l'immédiat, de toutes ces filles, tout en préservant leur droit à l'éducation. Aussi, toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour que pareille situation ne se reproduise dans les écoles et établissements scolaires», a conclu l'inspecteur d'académie de Thiès.

Koura Fa

LA PACIFICATION SERA LE MAÎTRE MOT

Dans un entretien exclusif accordé à Radio Sénégal, Alioune Badara Kandji, récemment nommé recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), a tracé les grandes lignes de sa mission et de ses ambitions pour cette institution de renommée internationale.

Pour sa première sortie, le recteur a mis l'accent sur les réformes qu'il envisage, notamment dans la gouvernance, la pédagogie, la recherche, la pacification de l'espace universitaire et la lutte contre la fraude.

« C'est une grande joie, d'autant plus que j'ai été choisi parmi 19 candidats. Mais cette joie est mesurée, car nous avons pleinement conscience de la lourde responsabilité que cela implique.



Senepus
19 mars 2025

[Lire la suite](#)

ÉDUCATION ET FORMATION

« L'Université Cheikh Ahmadoul Khadim est un vœu de Serigne Touba qui a été concrétisé par Serigne Mountakha Mbacké. » PR LAMINE GUYÈ

■ NOUVEAU RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ CHEIKH AHMADOUL KHADIM DE TOUBA

Le Pr Lamine Guèye rêve d'un centre d'excellence ancré dans la foi et dans l'innovation

Le Pr Lamine Guèye, retraité récemment des universités, a été nommé par le Khalif général des mourides, nouveau recteur de l'Université Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba. Un nouveau défi pour celui qui avait dirigé les universités de Saint-Louis et de Bambey ainsi que l'Anaq-Sup.

Après avoir servi au plus haut sommet l'enseignement supérieur public, le Pr Lamine Guèye entame une nouvelle mission dans le privé. Il s'est vu confier le poste de recteur de l'Université Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba. Une institution d'enseignement et de formation qui fait partie de la grande entité dénommée : Complexe Cheikh Ahmadoul Khadim pour l'éducation et la formation (Ccak/Ef).

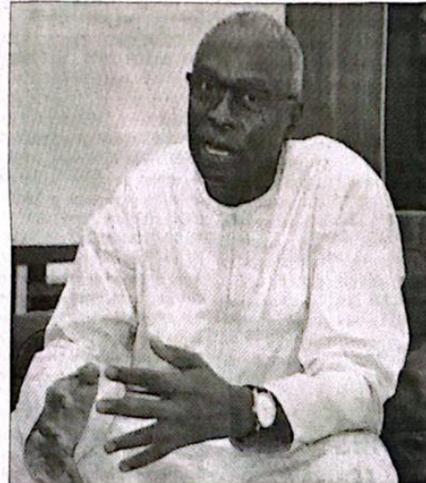
« Sous la bénédiction de Serigne Mountakha Mbacké, Khalif général des Mourides, et la présidence de Serigne Ahmad Badawi Mbacké, président du Ccak/ Ef, l'Université Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba vient d'accueillir une nouvelle équipe dirigeante composée de figures académiques de renom. Il s'agit du Professeur Lamine Guèye, ancien recteur de l'Université Alioune Diop de Bambey (Uadb) et ex-secrétaire exécutif de l'Autorité nationale d'assurance qualité de l'enseigne-

ment supérieur, de la recherche et de l'innovation (Anaq-Sup), nommé recteur de l'université et le Pr Ibrahim Thioub, également ancien recteur de l'Ucad qui devient vice-recteur chargé de la recherche et du partenariat » renseigne une note rendue publique par l'institution.

Le Pr Mor Faye qui assurait jusque-là la coordination des activités de cette université occupe désormais le poste de vice-recteur chargé des études, a-t-on indiqué dans le document.

Ces nominations, précise-t-on, témoignent d'une volonté affirmée de faire de cette université, un pôle d'excellence ancré à la fois dans la tradition islamique et dans une vision moderne du savoir et de l'innovation.

Joint par « Le Soleil », le nouveau recteur a confirmé sa nomination, non sans rappeler l'importance de cette université pour le khalif général des mourides. Lamine Guèye a exprimé sa reconnais-



sance à Serigne Mountakha Mbacké pour cette confiance placée sur sa personne. Il compte faire de cette université un centre d'excellence. Pour cela, il dit s'appuyer sur l'expertise des hommes qui composent son équipe. « Le Pr Ibrahim Thioub est un bon profil comme vice-recteur chargé

de la recherche et du partenariat. Il en est de même du Pr Mor Faye qui s'occupe des études. Avec cette équipe, je compte faire de cette université, un centre d'excellence », a fait savoir M. Guèye. Déjà, il dit avoir commencé à travailler sur sa feuille de route. M. Guèye se dit très content et

conscient du défi. Il a affirmé que cette université est une priorité du khalif général. « Cette université, c'est un vœu de Serigne Touba qui a été concrétisé par Serigne Mountakha Mbacké. Avant sa disparition, le fondateur du mouridisme avait fait trois vœux : la construction de la grande mosquée, le pèlerinage à la Mecque et la construction d'un grand centre de formation où sera dispensé tout savoir utile », a confié l'ancien recteur. Lamine Guèye dit avoir une fierté, une parfaite conscience de l'importance de cette université pour les Sénégalais, la communauté universitaire et mouride.

Il rappelle avoir été dans ce projet depuis le début. « J'étais impliqué dans la rédaction des programmes, le conseil aux architectes. Lors de l'inauguration, c'est moi qui ai prononcé le discours au nom du khalif général.

Après, je servais comme conseiller scientifique. Je suis donc partie prenante du projet depuis le départ », affirme le nouveau recteur de l'université de Touba. Maintenant à la retraite, il se voit confier les rênes de l'institution par le khalif général des mourides.

Allou KANDÉ

AUDITIONS PUBLIQUES DES RESPONSABLES DE L'ÉDUCATION

Le bilan de la Cosydep, une décennie après

La Cosydep a organisé un webinaire, ce mardi, pour faire le bilan des auditions publiques des responsables de l'éducation, dix ans après le démarrage de l'initiative. Pour son directeur exécutif, Cheikh Mbow, outre les évaluations, il s'agit de mieux rediriger les initiatives.

— MAMADOU DIOP

Tambacounda, Sédhiou et Louga. Voici les trois laboratoires ayant accueilli les auditions publiques des responsables de l'éducation, une initiative de la Cosydep. En tout, il y a eu plus de 30 auditions qui ont permis d'écouter des directeurs d'écoles, des principaux de CEM, des proviseurs de lycées, ainsi que des responsables d'inspection de l'éducation et de la formation (IEF), mais aussi des maires et des candidats à la députation.

Des différentes interventions, il ressort que les auditions publiques constituent une aubaine à la fois pour les gestionnaires des établissements et les autres acteurs de la communauté. Il s'agit d'un moment privilégié qui permet à un directeur d'école ou à un proviseur d'exposer ses actions pour la bonne marche de son établissement face à la communauté.

Cet exercice de transparence, qui, à en croire les coordonnateurs des antennes régionales de la Cosydep, a renforcé la confiance et l'engagement de la communauté. Car il s'agit

d'une occasion pour les acteurs d'interpeller et de contrôler la gestion des administrateurs.

"Nous avons noté une dynamique accrue avec l'engagement des acteurs, mais aussi une amélioration du climat des relations. Cela a également permis d'adresser des questions spécifiques", souligne Malang Souané, coordonnateur de l'antenne de Tamba.

Les manquements relevés

Autre résultat, ajoute Cheikh Diaw de la région de Sédhiou, c'est le renforcement de la capacité des responsables dans la "planification et le suivi des programmes".

Les auditions ont aussi créé un cadre de confiance entre la Cosydep et les autorités académiques qui invitent et impliquent davantage l'ONG dans les rencontres.

Cependant, les auditions ont relevé plusieurs limites dans la gestion des établissements scolaires. Par exemple, la formation des responsables reste souvent à désirer. Les auditions renseignent qu'il s'agit essentiellement d'enseignants, craie en

main, qui se retrouvent un jour directeur d'école, principal ou proviseur, ou occupant un autre poste dans l'administration scolaire ou l'inspection académique. Les auditions révèlent ainsi qu'il y a un défaut de connaissance des textes, mais aussi un déficit de compétences dans la gestion des ressources financières, le budget en particulier.

Ce défaut de mise à niveau explique la réticence de nombreux décideurs à se prêter à l'exercice des auditions. "Car si certains se sont pliés volontiers à l'exercice (l'exemple du SG de l'IA de Louga auditionné trois fois), la majorité rechigne encore. Certains perçoivent même les auditions publiques plus comme une inquisition qu'un dialogue constructif. Des recommandations ont été faites pour inciter les responsables à comprendre qu'ils doivent rendre compte dans la mesure où ils gèrent des deniers publics. Sans oublier que cet exercice de reddition des comptes est nécessaire pour installer un climat de confiance entre les managers de l'école et les populations.

"L'école est un bien communau-

taire, il faut à chaque fois impliquer la communauté, montrer ce que nous faisons", conseille Mamadou Mané, secrétaire général de l'IA de Louga. Toutefois, les responsables ne sont pas les seuls à souffrir de ce déficit de connaissance. Certains membres des comités de gestion d'école (CGE) ignorent les rôles de cette entité de délibération et d'accompagnement. Ce qui fait que certains acteurs essaient de se substituer au directeur dans l'exécution, créant ainsi des tensions et parfois un blocage ou un désintérêt total.

Le témoignage de Kéba Kébé, membre d'un CGE à Tamba, confirme ce besoin. "C'est une expérience enrichissante. Les lignes ont bougé après ces auditions. Les membres du CGE se sont approprié l'école", soutient-il.

Le plaidoyer de Cheikh Mbow

Synthétisant cette rencontre, le directeur exécutif de la Cosydep a tout d'abord salué sa pertinence. "Ce panel est un moment clé pour la COSYDEP, car il est essentiel de s'ar-



rêter, d'évaluer les initiatives mises en place et de les ajuster pour de meilleurs résultats. Ce programme, intitulé "Lumière sur les voix vulnérables", rappelle que parler d'éducation signifie accorder une attention particulière aux enfants vivant dans des situations de précarité", affirme Cheikh Mbow.

Ce dernier ajoute : "L'éducation doit être envisagée sous l'angle des droits, afin que tous les enfants, quelles que soient leurs conditions, puissent accéder à l'apprentissage. C'est pourquoi ce programme s'intéresse particulièrement aux enfants en difficulté et aux zones sensibles, où les dispositifs éducatifs restent insuffisants." Enfin, M. Mbow a souligné le chemin qui reste encore à parcourir. "Nous avons progressé, mais nous n'avons pas encore réussi à scolariser tous les enfants du pays. C'est pourquoi nous devons redoubler de créativité pour les années à venir." ■

Enquête Plus
19 mars 2025

LE SOLEIL - JEUDI 20 MARS 2025

www.lesoleil.sn

lesoleil.sn

LaSoleilOnline

LE SOLEIL SN

7

Des travaux de réhabilitation étaient entamés depuis novembre 2024 au lycée Plan Jaxaay pour un montant global de 50 millions de FCfa.

ÉDUCATION ET FORMATION

■ DÉFAUT D'ASSAINISSEMENT AU LYCÉE PLAN JAXAAY

Une détresse sans fin

Depuis quelque temps, les élèves du lycée « plan Jaxaay » ruent dans les bancrards pour dénoncer l'arrêt des travaux d'assainissement de leur établissement. Une situation qui a fini de rendre plus impraticable leur cadre scolaire.

► Bada MBATHIE (Correspondant)

KEUR-MASSAR - En cette matinée du mois de mars, il n'y a pas cours au lycée Plan Jaxaay (département de Keur Massar). Difficile de trouver trace de professeurs et de personnel administratif. Les quelques élèves trouvés sur place, devisent tranquillement dans un environnement peu propice aux cours.

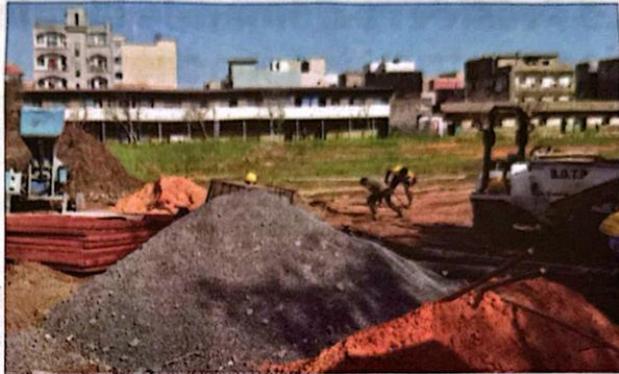
Ici, les herbes sauvages poussent dans certains coins du lycée. Pour contourner les eaux stagnantes, les élèves ont érigé des haies de fortune avec des briques alignées. Au fur et à mesure que l'on s'approche des toilettes, une odeur nauséabonde titille les narines. Et pourtant, les autorités avaient entamé, depuis novembre 2024, la réhabilitation de l'établissement construit en zone inondable. Un projet dont le coût global est estimé à plus de 50 millions de FCfa.

Mais depuis deux mois, les travaux sont à l'arrêt, laissant un décor impraticable dans le lycée qui est fréquenté par plus de

3.000 apprenants. Des gravats et autres objets pullulent dans l'enceinte du lycée. Une situation qui a fini de provoquer l'ire de ses pensionnaires. Élèves, enseignants et parents d'élèves tout comme le personnel administratif ne ratent aucune occasion pour crier leur amertume face à cette situation.

Un environnement peu propice aux apprentissages

Fatou Kane, parent d'élève habitant à Mbao, s'impatiente de se prononcer sur la situation qui prévaut. Elle ne digère pas la configuration de l'établissement qui, selon elle, n'est pas propice à l'épanouissement des enfants. « Je regrette d'avoir inscrit mon enfant dans cette école, car il y a non seulement un manque d'organisation, mais l'administration semble montrer ses limites pour gérer le problème d'assainissement du lycée. Je demande au ministre de l'Éducation nationale de venir à la rescousse, car si cette situation



Des travaux ont été entrepris en novembre dernier au lycée Plan Jaxaay en proie à des difficultés d'assainissement. (Photo d'archives)

persiste, elle pourrait se répercuter sur le niveau d'étude des élèves alors que ce lycée est réputé être la meilleure école dans tout le département », fait-elle savoir.

Quant à Serigne Mouhamed Bâ, élève en classe de première S2, il estime que le lycée Plan Jaxaay doit subir une rénovation de fond en comble pour offrir les commodités requises dans un espace académique moderne.

Malgré cette situation, notre objectif est de passer une année académique paisible », précise-t-elle. « Nous sommes fatigués de vivre cette situation au jour le jour. Certaines classes sont vétustes et présentent des fissures partout, cela n'est pas sûr du tout. La cour de l'école est impraticable et les toilettes sont dans un état inqualifiable. Tout ceci a fait qu'aujourd'hui, nous ne nous sentons pas dans les conditions optimales pour faire nos études », constate Mariama Sarr.

Tout comme les élèves, Mamadou Sanoussy Bâ, professeur de philosophie, dénonce cette situation et demande la reprise des travaux de réhabilitation.

■ ÉDUCATION AUX VALEURS CITOYENNES ET AU PATRIOTISME

Les ministères de l'Éducation nationale et des Forces armées veulent initier les élèves

Le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy et son collègue des Forces armées, le Général Birame Diop, ont signé, le mardi 18 mars 2025, à Diamniadio, une convention de partenariat stratégique pour l'éducation et la citoyenneté. Cet accord, a-t-on indiqué sur le site du ministère de l'Éducation nationale, marque une volonté commune de renforcer l'éducation aux valeurs citoyennes et patriotiques au sein de nos écoles. Cette entente permettra l'intégration de modules sur la citoyenneté et la discipline dans les programmes scolaires ; la mise en place de formations et d'orientations pour les élèves intéressés par les carrières militaires ; la construction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires avec l'appui du génie militaire et l'organisation d'activités de mentorat, de leadership et de sensibilisation dans les établissements scolaires. « À travers cette alliance, le ministère de l'Éducation nationale et celui des Forces armées réaffirment leur engagement en faveur d'une éducation qui forme des citoyens disciplinés, engagés et prêts à contribuer au développement du Sénégal » renseigne la note. Le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Forces armées, sous l'autorité du Premier



Le Général Birame Diop (à gauche) et Moustapha Guirassy lors de la cérémonie de signature de la convention.

ministre, ont récemment annoncé la création des Lycées nationale pour la qualité et l'équité (Lynaqe), une initiative inédite destinée à révolutionner l'éducation au Sénégal. Ce projet ambitieux, fondé sur l'éducation aux valeurs, marque une étape cruciale dans la refonte du système éducatif sénégalais pour faire face aux défis contemporains. Les deux ministères ont également uni les efforts pour créer, cette année, les lycées nation-

armée pour la qualité et l'équité (Lynaqe) dont l'objectif est de renforcer l'excellence académique et civique des jeunes sénégalais. Cette collaboration se veut une réponse aux défis pressants du civisme, de la discipline, de la rigueur, et du patriotisme, tout en promouvant le travail, le don de soi et la cohésion nationale, entre autres objectifs, avait indiqué le ministère de l'Éducation nationale.

Seydou Prosper SADIO

Le système éducatif face aux défis du chômage

En 1959, déjà, Gabriel Ardan, pouvait écrire : « Le Tiers Monde est un monde de chômeurs chroniques. Le sous-développement et le sous-emploi vont de pair », dans son livre « Le monde en friche ».

Il est vrai que dans la plupart des pays sous-développés comme le nôtre, à cause du chômage, d'importantes potentialités productives sont sous utilisées : des usines tournent à moitié de leur capacité - SONACOS ; ICS ; Les Phosphates pour ne citer que celles-là ; l'eau gaspillée, des terres pourtant fertiles ne sont pas mises en valeur convenablement, des capitaux sont exportés à travers les ressources naturelles - or - zircon et autres.

La plupart des spécialistes s'accordent à souligner que chômage et sous-emploi sont actuellement une des causes fondamentales de la perpétuation des « cercles vicieux » du sous-développement.

Ainsi, comme beaucoup de gens ne trouvent pas de travail, ils sont pauvres et ne peuvent acheter les marchandises dont ils ont besoin et qui, dans bien des cas, pourraient, pour une grande part, être produites avec les équipements existants. D'où la nécessité de préserver autant que possible, les unités industrielles existantes et même d'en créer d'autres. Heureusement, les autorités actuelles semblent aller dans cette direction, notamment avec le pétrole, surtout avec le gaz. Autrement, et c'est ce que nous avons vécu jusqu'ici, les entreprises s'étouffent, n'investissent pas, n'embauchent guère et faibles sont les salaires de ceux qui ont la chance



d'avoir du travail, puisque les demandeurs d'emploi sont innombrables ; les gens restent donc pauvres.

Dès lors, comment le système éducatif, dans son ensemble, devrait-il se comporter devant un tel phénomène ? C'est le système qui produit les ressources humaines ; le capital humain indispensable à tout processus de développement, c'est évident.

Et, c'est dans cette perspective que les questions suivantes trouvent toute leur pertinence : A quoi destine-t-on les élèves à qui l'on enseigne ? Quel rôle ont les savoirs que nous donnons à connaître ?

Si nous admettons avec CASTORIADIS, qui parle d'auto-éducation de l'homme, l'idée d'éducation est bien celle d'une auto-transcendance, c'est-à-dire la capacité de l'homme à

attribuer les finalités de sa propre éducation. La finalité finit ce but différé, ce que l'homme pense que l'homme doit être ce « au nom de quoi » et le « comment » on éduque. Aussi, parcourant les trois orientations, les trois mouvements de la conception de l'éducation comme mode de pensée que sont : « ancien », « modernité » et « post modernité », j'ai plutôt été persuadé par le second, à savoir la modernité, notamment avec la vision de CONDORCET qui perçoit l'instruction comme un agent du progrès social/ Peut-on parler de progrès social dans une société où le chômage est endémique ?

De ce point de vue, il est évident qu'on éduque pour ÊTRE, pour DEVENIR, pour donner un sens à une exigence indivi-

duelle et sociale et non pas seulement pour éduquer - « Jang ngirtekki ». C'est là que les nouvelles autorités doivent agir avec la plus grande prudence car l'idée est sortie aussi bien en DPG du premier Ministre qu'au Message du Président, le 31 Décembre 2024. Il ne s'agit pas de former pour grossir le rang des chômeurs. Ce qui compte vraiment, c'est trouver un emploi après les études sinon à quoi bon !

L'accès effectif à l'emploi à l'issue des études secondaires ou supérieures ou, à l'inverse, le taux de chômage selon le niveau du diplôme - CFEE et BFEM - pourquoi pas ? - constituent a priori les premiers indicateurs du « rendement externe » de l'école.

En principe, avoir fait des études supérieures devrait « protéger » du chômage. Est-ce le cas ? Jugez-en. Non seulement les titulaires d'un diplôme de grandes écoles, mais aussi les licenciés ou titulaires de MASTER 1 ou 2 sont pratiquement absorbés par le chômage. Cela veut tout simplement dire que le « terrain de chute » fait défaut. On forme certes bien mais les structures d'accueil manquent terriblement. Pour l'année 2024, au concours de recrutement des élèves-maitres-CREM pour deux mille places, il y a eu quatre-vingt mille dossiers enregistrés. Fort de ce constat, la tendance doit, à mon avis, inévitablement inversée. Tout le monde n'est pas fait pour entrer à l'université. Sur tout le cursus du préscolaire à l'université, ce que j'appelle des « bretelles » doivent être restaurées, à la fin de chaque cycle en commençant par celui dit fondamental - Fin classe de 3ième -

Que peut-on entendre par

« bretelles » ? Elles seraient des structures de formation pratique indispensables à la vie moderne : plomberie - sanitaire, carrelage, électricité, restauration, hôtellerie etc. Il en serait de même au niveau du cycle moyen secondaire. L'université étant réservée à l'excellence pour la formation des cadres de conception de haut niveau. C'est comme cela que ça se passe dans les pays industrialisés, y compris le Japon que j'ai eu l'opportunité de visiter. Ainsi, on éviterait le phénomène du « remplissage » dans les structures d'enseignement supérieur qui ne fait qu'aggraver le chômage avec tout ce que cela entraîne comme désagrément - « Mbeuk mi-notamment ».

Mais on ne peut négliger pour autant le rôle que joue la dégradation des conditions économiques des « familles défavorisées » du fait du chômage qui les affecte massivement et durablement. L'école est aussi « malade du chômage ».

Si les parents n'ont pas de présent pour eux-mêmes, il leur est impossible d'imaginer un futur pour leurs enfants. L'aggravation des situations de « rupture sociale » telle que nous la vivons depuis un certain temps fait craindre que l'amélioration quantitative et même qualitative des moyens consacrés au système éducatif ne suffise à réduire la fracture sociale. Il faut, à mon sens, aussi chercher ailleurs, et notamment dans la sphère économique elle-même, les voies et moyens de renforcer la cohésion sociale. Du pain sur la planche pour des hommes de bonne volonté.

Yakhya Diouf

Inspecteur de l'Enseignement
 Élémentaire à la Retraite

UCAD : Passation de service entre le Pr Aminata Niang Diène et le Pr Alioune Badara Kandji

L'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar a officiellement tourné une nouvelle page avec la passation de service entre le recteur par intérim, le Pr Aminata Niang Diène, et le nouveau recteur, le Pr Alioune Badara Kandji.

Le Pr Alioune Badara Kandji a officiellement pris ses fonctions de recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, succédant au Pr Aminata Niang Diène.

[Lors de la cérémonie de passation de service](#), le recteur sortant a exprimé sa gratitude envers la communauté universitaire, tandis que le nouveau recteur a affirmé sa volonté de consolider les acquis et de relever les défis à venir.



Senego
21 mars 2025

[Lire la suite](#)

■ CONCOURS « PLUMES ET VOIX DES LYCÉENS ET COLLÉGIENS »
Deux élèves de Birago Diop primées



Le secrétaire d'Etat à la Culture, Bakary Sarr (à gauche), remettant un prix.

Plusieurs établissements ont participé au concours « Plumes et voix des lycéens et collégiens » : Galandou Diouf, Kennedy, Cours Sainte-Marie de Hann, Thiaroye, Birago Diop, Aminata Sow Fall, Seydou Nourou Tall, Amath Dansokho et Blaise Diagne. Parmi les participants, deux élèves de l'établissement Birago Diop se sont distingués. Il s'agit de Mbarka Laye Diop, en classe de première S1, qui a remporté le premier Prix « Plume », et de Am-satou Aminata Bâ, en classe de troisième, lauréate du premier Prix « Voix » qui a déclamé un

poème sur le panafricaniste Thomas Sankara. « Ce prix m'inspire à m'améliorer en poésie, car je n'avais pas l'habitude d'écrire des poèmes, mais j'adore la lecture. J'ai écrit un poème sur Thomas Sankara, un personnage vraiment inspirant, qui nous motive à défendre l'Afrique. Il est entré au panthéon des héros africains et fascine toujours la jeunesse. C'est lui qui m'a permis de m'intéresser davantage à l'histoire de mon continent », a affirmé le potache, baignant dans l'allégresse.

A. NDIAYE

■ OUSMANE SONKO AUX LAURÉATS DU GOV'ATHON
« Nous comptons beaucoup sur les jeunes pour nous aider à atteindre la souveraineté numérique »



Président la cérémonie de remise des chèques aux lauréats et finalistes du Gov'athon, hier, le Premier ministre Ousmane Sonko a invité les jeunes à innover davantage pour aider notre pays à atteindre sa souveraineté numérique.

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, a présidé, hier jeudi 20 mars, la cérémonie de remise des chèques aux lauréats et finalistes du Gov'athon. Une initiative du ministère de la Fonction publique et de la Réforme du service public, dont l'objectif est d'encourager et d'accompagner les jeunes sénégalais dans les domaines innovants du numérique et de la technologie afin d'apporter des solutions aux défis actuels dudit département ministériel. D'emblée, il a rappelé l'intérêt que l'État du Sénégal accorde au développement des nouvelles technologies et du numérique, d'où la volonté de le positionner comme hub en Afrique. Mais, a-t-il poursuivi, « ce sont vous, jeunes du secteur de l'innovation qui allez construire ce hub avec notre accompagnement et encadrement. Pour le chef du gouvernement, le monde est en train de faire sa mue, les choses avancent très rapidement et sont portées essentiellement par l'innovation dans le domaine des sciences, des nouvelles technologies, du numérique et de l'intelligence artificielle. « Il est important que notre pays, a-t-il dit, puisse se positionner. L'économie mondiale est très particulièrement et essentiellement par le numérique. C'est

un gain appréciable pour des pays qui ont su se positionner et faire les avancées technologiques rapidement. Mais au-delà, a souligné le P.m, il y a des questions sécuritaires qui sont extrêmement importantes. À cet égard, Ousmane Sonko a cité l'exemple d'une technologie importée d'une société étrangère qui avait monnayé ses solutions à notre pays à un montant exorbitant, avec des kyrielles d'avenants à chaque fois. Au finish, a-t-il déploré, cette société est déclarée en faillite et en liquidation judiciaire. Alors que l'État ne dispose même pas de codes sources pour accéder à ses applications qui sont, aujourd'hui, le cœur de la mobilisation des recettes au Sénégal. « Un pays sérieux ne peut pas sous-traiter ses aspects », a conseillé le chef du gouvernement, invitant à recourir à l'expertise locale.

« Gov'athon sera pérennisé » C'est pourquoi, a ajouté le P.m, « nous comptons beaucoup sur l'engagement des Sénégalais et particulièrement des jeunes dans ces secteurs pour travailler à aider notre pays à atteindre sa souveraineté numérique. L'économie mondiale est très particulièrement et essentiellement par le numérique. C'est

tante ne relève pas de l'impossible. Puisque, a-t-il justifié, en guise d'exemple, la montée en puissance d'un pays qui, il y a 30 ans, souffrait de la famine et était en-deçà du niveau technologique, mais concurrence aujourd'hui les grandes puissances mondiales. Aux jeunes, il dira que « vous devez être à la pointe du changement structurel que nous voulons au Sénégal. « Vous devez croire que vous êtes capables de le faire et de l'offrir au Sénégalais. Il ne s'agit pas juste d'avoir les idées, il faut du soutien, de l'encadrement et de l'accompagnement. L'État du Sénégal, par ma voix, vous assure que vous aurez ce soutien et cet engagement », a confié le Premier ministre. Répondant à l'interpellation du ministre de la Fonction publique et de la Réforme du service public, Olivier Boucal, le chef du gouvernement a rassuré que l'initiative Gov'athon sera pérennisée. Mieux, a-t-il garanti, l'activité sera co-organisée par plusieurs ministères. Au-delà du gouvernement, a-t-il renchéri, il va instruire tous les départements de l'État, les directions générales et les agences particulièrement à trouver les moyens d'accompagner les jeunes dans leurs efforts d'activités d'innovation, de recherche et de développement. Pas que l'État, le P.m a aussi invité le privé à accompagner les jeunes dans ce secteur.

Ibrahima KANDE

Education aux valeurs et à la citoyenneté
 Le ministère des Forces armées arme le ministère de l'Éducation

Le ministère de l'Éducation nationale et celui des Forces armées ont signé une convention de partenariat pour le renforcement de l'éducation au civisme et à la citoyenneté. Cette initiative s'inscrit dans une nouvelle vision à travers le concept « Nithe » (Nouvelle initiative pour la transformation humaniste de l'éducation) basé sur l'éducation aux valeurs et à la citoyenneté.

Par Badé SECK

C'est dans une ambiance empreinte de solennité que les ministres de l'Éducation nationale et des Forces armées ont signé une convention de partenariat. Il s'agit d'un accord qui marque une nouvelle étape dans la coopération historique et multiforme entre l'Armée et l'Éducation nationale dans l'éducation au civisme et à la citoyenneté. Ce partenariat, estime le ministre de l'Éducation nationale, témoigne de l'engagement commun à bâtir un avenir meilleur pour la jeunesse du pays, en conjuguant tous les efforts autour de piliers essentiels de la République : la défense nationale, l'éducation et la formation. Moustapha Mamba Guirassy rappelle que l'avènement des Lycées Nationaux Armés pour la qualité et l'équité (Lynaq) de Kaffrine et Sédhiou marque une étape dans ce processus. « Nous franchissons une nouvelle étape

de l'éducation au civisme et à la citoyenneté qui s'insère harmonieusement dans notre nouvelle vision à travers le concept « Nithe », note M. Guirassy. En signant la convention, les deux ministres ont indiqué que ce partenariat s'inscrit pleinement dans l'esprit du concept Nation-Armée, en formant des jeunes disciplinés, engagés et prêts à servir leur pays. Pour M. Guirassy, l'un des enjeux les plus pressants demeure, pour son département, l'amélioration de l'environnement scolaire et des conditions d'apprentissage. Il s'est félicité du rôle déterminant que l'Armée a toujours joué lorsque l'école sénégalaise en avait besoin. « Aujourd'hui, en posant ensemble les bases de ce nouveau partenariat, nous renforçons l'impact de nos actions au service de la jeunesse et du développement national », conclut le ministre de l'Éducation nationale.

Conscient de l'enjeu du partenariat, le ministre des Forces armées s'engage à ne ménager aucun effort pour relever les défis. Général Birame Diop s'est félicité de la confiance et l'estime à l'égard des Forces armées, qui se traduit par sa volonté permanente d'explorer toutes les possibilités de collaboration entre les deux départements afin de renforcer le secteur de l'éducation dans notre pays. Le Général a, auparavant, rappelé le rôle du génie militaire dans la réhabilitation des établissements scolaires lors de caravanes sur l'ensemble du territoire, de même que « la collaboration exemplaire au niveau de notre école d'excellence, le Prytanée militaire

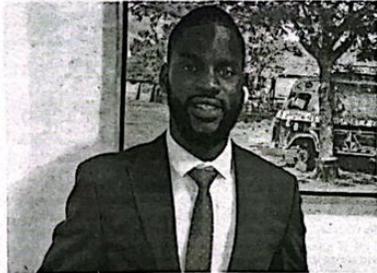
de Saint-Louis ». « Cette coopération entre les deux ministères découle de la conviction profonde que nous partageons et que les Forces armées, par les valeurs qu'elles portent, leur organisation et leurs capacités, peuvent apporter une contribution déterminante à la politique d'éducation de notre pays », indique B. Diop.

Il estime que les Forces armées peuvent apporter une plus-value certaine dans des domaines tels que l'enseignement et la formation, l'encadrement et le mentorat, les formations spécifiques, les activités extrascolaires. Et tout cela est en train d'être expérimenté au niveau des lycées Nationaux-Armés. Le ministre des Forces armées a également réitéré son engagement à ne ménager aucun effort pour donner l'opportunité de construire un avenir meilleur pour tous les élèves du Sénégal. « Je peux vous assurer ici, M. le ministre de l'Éducation nationale, que les Forces armées vous apporteront leur soutien constant dans la réalisation de cette noble ambition », a-t-il lancé. Au cours de la cérémonie de signature, les deux ministres ont rappelé la coopération historique et multiforme entre l'Armée et l'Éducation nationale, se traduisant notamment par l'intervention de différentes structures de l'Armée nationale, à l'image du génie militaire, dans la construction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires. Un appel pressant a été lancé à l'endroit de toutes les parties prenantes pour la construction d'une école plus forte et un Sénégal juste et prospère à l'horizon 2050.

bseck@lequotidien.sn

L'IA COMME BIEN PUBLIC

Une nécessité de garantir la régulation de cette technologie



L'intelligence artificielle (IA) est aujourd'hui un véritable tournant dans l'évolution technologique et économique de nos sociétés. Au-delà de sa capacité à automatiser certains processus, elle occupe un rôle clé dans la façon dont nous produisons, partageons et consommons l'information. Par son pouvoir algorithmique, elle influence directement les processus de construction de l'opinion publique, en orientant les débats citoyens à travers les recommandations automatisées.

C'est ainsi que dans le cadre des consultations du Forum Information et Démocratie, des pays d'Afrique comme le Sénégal, le Bénin la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, ont donné leurs avis sur la gouvernance de l'intelligence artificielle en formulant des recommandations. En collaboration avec Jonction, une organisation sénégalaise spécialisée dans la défense des droits numériques, 07 experts, dont notre serviteur a élaboré les recommandations du Sénégal pour une gouvernance inclusive de l'IA.

L'intégration de l'intelligence artificielle dans le cadre du New Deal est un enjeu majeur qui présente un enjeu significatif dans les pro-

grammes et projets de modernisation de l'État. Le pouvoir public reconnaît clairement l'IA comme un levier stratégique pour propulser son développement numérique, soulignant son potentiel dans divers secteurs, comme l'éducation, la santé, la gouvernance et l'économie.

Toutefois, cet engagement soulève d'importantes interrogations sur la régulation de cette technologie, en particulier dans un contexte où ses effets se déploient à une échelle mondiale et, plus encore, en tant que bien public. Dans cette perspective, la régulation de l'IA apparaît comme une nécessité incontournable pour assurer sa gouvernance, sa transparence et la protection des droits fondamentaux des individus.

L'intelligence artificielle, un outil stratégique pour la gouvernance informationnelle. L'histoire de l'humanité a toujours été influencée par le contrôle de l'information, qui est un bien immatériel mais qui a un poids énorme sur le plan politique et économique.

Aujourd'hui, les grandes entreprises technologiques qui dominent le paysage numérique mondial se trouvent dans une position clé sur leur maîtrise des données et des algorithmes. Cette influence des algorithmes leur permet de façonner, parfois sans qu'on s'en rende compte, les sujets qui occupent l'espace public, orientant ainsi les discussions tant nationales qu'internationales.

Le scandale de Cambridge Analytica a mis en lumière les dangers de cette concentration de pouvoir : manipulation de l'opinion publique, atteinte à la vie privée, et détournement des données à des fins politiques. Cet incident souligne l'importance d'une régulation stricte de l'intelligence artificielle (IA), tant au niveau national qu'international, pour sauvegarder les principes démocratiques et les libertés fondamentales. Ce qui recommande de donner une place importante à l'IA et son impact dans l'espace de l'information dans le cadre des formations au numérique et à l'information et impliquer les acteurs de la société civile dans le cadre de gouvernance dédiée à l'IA.

La question centrale réside dans le fait que l'IA, par son déploiement global, ne connaît pas de frontières géographiques. Cette absence de frontières, couplée à la domination des technologies numériques par les pays développés, constitue un risque majeur pour les pays les moins avancés, notamment pour l'Afrique. Le Sénégal, comme d'autres nations africaines, bien qu'étant un consommateur des technologies numériques, peine souvent à avoir un poids significatif dans la définition des règles qui régissent ces technologies. Cette asymétrie de pouvoir technologique met en lumière la nécessité pour le Sénégal et les autres pays africains de renforcer leur souveraineté informationnelle.

Des régimes de responsabilité clairs et une autorité de régulation dédiée. Un élément essentiel dans la régulation de l'IA, c'est de poser des bases solides au niveau du régime de la responsabilité. Il est nécessaire de

nous faisons face en matière de régulation de l'IA, c'est la protection des données personnelles. Ainsi, il est recommandé par exemple d'avoir une classification en fonction de l'analyse de l'impact sur la vie privée.

Avec cette technologie qui change complètement la façon dont nous collectons, traitons et partageons nos données, il est vraiment essentiel de garantir une protection solide qui s'adapte aux réalités technologiques d'aujourd'hui. La première ligne de défense cette protection repose sur la formation et la sensibilisation des développeurs d'IA. Ceux-ci doivent être formés aux meilleures pratiques en matière de protection des données dès la phase de conception des technologies. Il ne s'agit pas uniquement d'intégrer des normes de sécurité, mais aussi d'inclure au développement une culture de la protection des données comme un principe fondamental dans la création des outils technologiques. Dans cette optique, il serait intéressant de créer des modules spécifiques sur la protection des données personnelles, à intégrer dès le début du développement des systèmes d'IA.

En parallèle, il devient important de renforcer la formation des utilisateurs. Les citoyens doivent être dotés d'informations sur les risques qu'impliquent l'utilisation des technologies d'IA et apprendre les bonnes pratiques pour protéger leur vie privée. Cette formation peut être concrétisée par des programmes d'éducation au numérique, garantissant ainsi un écosystème sûr et responsable. Tout de même, la formation permettra aux différents acteurs d'avoir un niveau significatif de littératie numérique.

Un élément essentiel dans la régulation de l'IA, c'est de poser des bases solides au niveau du régime de la responsabilité. Il est nécessaire de

définir le régime de responsabilité. En effet, chaque acteur, que ce soit un développeur, un fournisseur ou un déployeur, doit savoir exactement ce qu'il doit assumer en termes d'impact de ses systèmes d'IA. Cela nécessite l'établissement d'une autorité de régulation habilitée à superviser les pratiques, veiller à une composition inclusive de cette autorité ou entité si toutefois une autorité existante assure le contrôle et à s'assurer qu'elles respectent les normes mises en place. Cette autorité devrait posséder des prérogatives d'enquête et de sanction, et son fonctionnement devrait être suffisamment inclusif pour représenter tous les intérêts des différentes parties.

La régulation de l'IA implique également la mise en place de mécanismes de recours pour les utilisateurs dont les droits ont été violés. En cas de manquements, les citoyens doivent ainsi pouvoir faire appel à des voies de recours efficaces pour obtenir réparation. À cette fin, il convient de prévoir des audits externes réguliers des systèmes d'IA, afin de garantir leur conformité avec les normes de protection des données et de la vie privée. Ces audits devraient être réalisés par des entités indépendantes et avoir un caractère public, afin d'assurer une transparence maximale.

Pour conclure, il est primordial de réaliser que cette révolution est une chance incroyable pour le Sénégal, à condition de la réguler de manière à en faire un véritable bien commun. Le pays doit agir de façon décisive pour garantir une gouvernance responsable de l'IA, en créant des mécanismes de régulation solides qui préservent les droits des citoyens tout en favorisant l'innovation. Il est important que cette régulation ne se limite pas au contexte national, mais s'inscrive dans une dynamique régionale et internationale, collaborant avec d'autres nations africaines pour relever les défis communs posés par les géants technologiques. Il est de la responsabilité des autorités sénégalaises de veiller à ce que l'IA soit utilisée de manière équilibrée, transparente et respectueuse des droits de tous, et ce, dans l'intérêt général.

ASSANE SY
Cyber juriste-consultant |
Spécialiste en droit de numérique |
mail : syassane2018@gmail.com

TECHNOLOGIE SOUTIEN AUX JEUNES ENTREPRENEURS L'Etat s'engage à un meilleur encadrement des startups

Lors de la cérémonie de remise des prix aux lauréats et finalistes de l'édition 2024 du Gov'Athon, le Premier ministre, Ousmane Sonko, a rappelé l'importance de structurer et d'accompagner les jeunes entrepreneurs du secteur technologique. Il a insisté sur la nécessité de leur fournir un cadre propice à l'innovation, notamment à travers la récente révision de la loi sur les startups, adoptée en Conseil des ministres.



L'Etat encourage les jeunes à accompagner le New Deal Technologique

Le Premier ministre Ousmane Sonko a mis en avant l'ambition de l'Etat sénégalais de promouvoir un environnement favorable au développement des startups. Il a souligné que «l'innovation ne repose pas uniquement sur des idées, mais exige également un accompagnement structuré et un encadrement adéquat». Présidant hier à Dakar, la remise des récompenses aux gagnants de l'édition 2024 du Gov'Athon, le chef du gouvernement assure du soutien de l'Etat du Sénégal aux lauréats. Il a rappelé que la loi régissant l'organisation des startups a été récemment révisée pour offrir un cadre plus ambitieux et mieux adapté aux défis du secteur.

Il a insisté sur le fait que cette réforme vise à offrir le plus grand encadrement de ce

domaine qui peut valoir à notre pays des satisfactions immenses». En effet, avec l'essor des nouvelles technologies et la digitalisation croissante des services publics et privés, le Sénégal se doit de structurer son écosystème d'innovation pour maximiser son potentiel. Le Premier ministre a ainsi rappelé que cette refonte législative s'inscrit dans la vision stratégique de l'Etat en matière de développement numérique. A ce titre, il a évoqué la stratégie du New Deal Technologique, portée par le ministère du Numérique, qui ambitionne de positionner le Sénégal comme un hub technologique en Afrique, et particulièrement en Afrique de l'Ouest. «C'est un véritable défi que de créer un écosystème d'accompagnement et notre enca-

drements», a lancé Ousmane Sonko aux jeunes entrepreneurs et innovateurs présents à la cérémonie. Conscient que le développement du secteur technologique ne peut reposer uniquement sur l'Etat, il a annoncé qu'il «instruira tous les démembrements de l'Etat, les directions générales et les agences à trouver les moyens d'accompagner les jeunes dans leurs efforts, notamment dans leurs activités d'innovation, de recherche et de développements».

Toutefois, il a insisté sur l'im-

portance d'un partenariat solide entre le public et le privé pour soutenir cette dynamique. «Il ne s'agira pas seulement de l'Etat, puisqu'il faut le faire avec le secteur privé également», a-t-il précisé, appelant ainsi les acteurs économiques à s'impliquer activement dans le financement et l'encadrement des startups sénégalaises. L'objectif est clair : faire du Sénégal un pôle d'innovation de premier plan, capable de rivaliser avec les grandes nations technologiques du continent et

ailleurs. Au-delà du développement économique, Ousmane Sonko a insisté sur l'importance de la souveraineté numérique. Il a mis en garde contre les risques liés à la dépendance aux solutions technologiques étrangères, illustrant son propos par un exemple frappant. Il a révélé qu'une solution informatique importée et intégrée dans l'administration sénégalaise s'est retrouvée inutilisable après la faillite de son fournisseur étranger.

Diormba DRAME

LE PREMIER MINISTRE OUSMANE SONKO

«Nous travaillons à faire du Sénégal un hub technologique»

Le Premier ministre Ousmane Sonko a présidé hier la cérémonie de remise des prix aux lauréats du Gov'athon 2024.

Les lauréats du Gov'athon 2024 ont reçu hier leurs prix lors d'une cérémonie présidée par le chef du gouvernement. Evoquant la production de solutions technologiques innovantes, Ousmane Sonko a lancé un appel au secteur privé. Selon lui, les startups ont besoin de partenariats avec un secteur privé qui accompagne les jeunes inventeurs.

Il nous en faut beaucoup plus. Dans tous les pays où ça marche, il y a une connexion entre la recherche et le monde de l'entreprise. Le secteur privé ne fait rien pour rien, mais il faut qu'il sache qu'il y aura des retombées. Les plus grandes multinationales ont souvent démarré dans un garage, puis ont été soutenues par le privé pour devenir ce qu'elles sont aujourd'hui», a affirmé le Premier ministre qui a encore banni la tendance à dépendre

des pays étrangers. «Le Japon nous enseigne deux choses : l'investissement dans le capital humain et la discipline car rien ne peut se faire sans discipline. Nous travaillons à faire du Sénégal ce hub technologique voulu par son Excellence le président de la République, Bassirou Diomaye Faye », a-t-il ajouté.

Pour l'édition 2024 du Gov'athon 2024, une compétition nationale organisée par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du service public, le premier prix a été décerné à Karangué dans le domaine des transports terrestre (Université numérique Cheikh Hamidou Kane) pour un montant en espèces de 20 000 000 Fcfa. Le deuxième prix est revenu à Fimédé bi (Institut supérieur d'Informatique) pour un montant en espèces de 10 000 000 Fcfa. Le troisième prix a été

remporté par Agri-Drone vision (Ecole supérieure polytechnique) pour un montant en espèces de 5 000 000 Fcfa. De plus, les lauréats seront accompagnés à travers un mentorat et des bons d'achats en matériel.

Au nombre de neuf, chaque projet finaliste a reçu une enveloppe de 3 000 000 Fcfa de la part du Premier ministre pour encourager leur développement et leur contribution aux défis nationaux.

Pour rappel, après la finale du Gov'athon, le Sénégal s'est illustré sur la scène internationale en décrochant le deuxième prix du Global best M-Gov awards, un prestigieux concours mondial qui a réuni 75 pays pour plus de 3500 projets. Cette distinction a été remportée par Tera, impulsé par le Gov'athon, un projet novateur dans le secteur agricole, en fé-



vrier dernier à Dubaï en marge du Sommet mondial des gouvernements. Le trophée a été présenté au Premier ministre. Les partenaires du Gov'athon 2024, la représentante de la Koica, Oumou Group, Ecobank, la Caisse des dépôts et consignations (Cdc), la Société africaine de raffinage (Sar), la

Sonatel, l'agence Dimension entre autres ont pris part à la rencontre.

Le Gov'athon 2024 a rassemblé 480 étudiants issus de 20 universités et établissements d'enseignement supérieur, avec un total de 120 projets soumis.

Massiré Sarr

GOV'ATHON

Ousmane Sonko appelle à perpétuer l'initiative

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, a présidé la cérémonie de remises des chèques des lauréats et finalistes de l'édition 2024 du Gov'athon. Dans son discours, le PM a estimé que le Gov'athon, qui est une initiative visant à promouvoir et à développer des solutions innovantes et adaptées aux besoins de l'Administration, doit être perpétuée et coorganisée par plusieurs ministères.



« Le Gov'athon doit être non seulement perpétué mais coordonné par plusieurs ministères », a-t-il déclaré, soulignant que le ministère des Télécommunications et du Numérique doit jouer un rôle central dans la coordination, tout en intégrant les attentes et besoins primés par les autres ministères.

Ousmane Sonko a insisté sur la nécessité pour le Sénégal de positionner stratégiquement, face aux mutations rapides du XXI^e siècle, dominé par les technologies, le numérique et l'intelligence

artificielle. « L'économie mondiale est aujourd'hui tirée par le numérique. Les pays qui ont su rapidement se positionner récoltent déjà les fruits de leur avance technologique. Mais, au-delà des gains économiques, les enjeux de souveraineté et de sécurité numériques sont tout aussi cruciaux », a-t-il rappelé.

Il a également annoncé la vision récente de la loi sur l'organisation des startups, adoptée en Conseil des ministres, pour offrir plus d'ambition et d'encadrement au secteur technologique.



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

ACTUALITE INTERNATIONALE



Numérique : La Guinée renforce les partenariats à la 2e édition du Global DIGITAL Summit à Washington

Deux jours d'échanges autour du numérique à Washington. Deux jours également pour explorer d'autres pistes de coopération.

Tous les décideurs africains rendus à Washington au USA du 18 au 19 mars 2025, ont certainement eu le même emploi du temps que la ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique, Invité à prendre part au Global DIGITAL Summit à Washington dont le thème était « Voies numériques pour tous », Rose Pola Pricemou avait un emploi du temps chargé.

« Le 18 mars 2025, J'ai entamé ma première journée au Global Digital Summit 2025 avec une série de rencontres de haut niveau visant à renforcer les partenariats stratégiques et à accélérer la mise en œuvre des initiatives numériques en Guinée.

[Lire la suite](#)



Digital Business Africa
20 mars 2025

Côte d'Ivoire : Les axes de la Stratégie nationale de l' IA et de la Stratégie nationale de la gouvernance des données

Le Premier ministre, Robert Beugré Mambé, est entré en possession de deux documents importants. Il s'agit de la Stratégie nationale de l'Intelligence artificielle (IA) et de la Stratégie nationale de la gouvernance des données. Les deux textes seront soumis à l'examen du gouvernement pour adoption et inscription dans le Plan national de développement (PND) 2026-2030.



Les deux documents ont été remis au Chef du gouvernement par le ministre de la Transition

numérique et de la Digitalisation, Ibrahim Kalil Konaté, le jeudi 13 mars 2025 à Abidjan au cours d'une double cérémonie marquée par le lancement officiel du Projet d'Appui au Renforcement de l'Administration électronique (PARAE) d'un coût de 59,7 milliards FCFA.

[Lire la suite](#)



ACTUALITE SYNDICALE



POLITIQUE

5

APRES UN AN D'EXERCICE A LA TETE DU PAYS

Les enseignants libéraux critiquent la gestion du tandem Diomaye-Sonko



La fédération nationale des enseignants libéraux (FNEL) a organisé ce samedi un forum sur le thème : «Rôles et responsabilités des enseignants de la FNEL pour une reconquête du pouvoir par le PDS, avec le Président Karim Wade, seule alternative crédible». Dans une résolution sanctionnant la rencontre, ils ont dressé un constat alarmant sur la situation socio-économique après un an

d'exercice du régime de Diomaye-Sonko.

La situation qui prévaut actuellement dans le pays depuis l'accession au pouvoir du tandem Diomaye-Sonko préoccupe les enseignants libéraux. Réunis en forum à la permanence nationale Oumar Laminé Badji du Pds, les partisans de Karim Wade ont fustigé le non-respect des engagements pris par le Président Bassirou Diomaye

Faye en faveur de l'amélioration des conditions de vie des Sénégalais. «Après un an d'exercice, la situation du pays demeure très difficile, voire chaotique, caractérisée par les indicateurs que sont le manque d'emploi des jeunes qui semblent perdre espoir face aux promesses non tenues du gouvernement en matière de création d'emplois, ce qui a accentué l'émigration clandestine et la conduite de motos «Jakarta» qui restent les seules issues face à un marché du travail en crise, le manque d'investissements et de réalisations concrètes, la dégradation de la note du Sénégal par les agences internationales, l'incapacité du pouvoir à trouver des partenaires capables de financer le développement entre autres», déplorent les enseignants libéraux. Ils soulignent que cette souffrance des Sénégalais dans tous les secteurs notamment a été aggravée par le chômage consécutive, les licenciements massifs et sans précédent, surtout dans les entreprises et services de l'Etat (Port Autonome, AIBD, la hausse vertigineuse du coût de la vie marquée par la flambée des prix du riz, de l'huile et d'autres produits de base. «On

considère aussi que la levée annoncée des subventions sur l'électricité et les produits d'hydrocarbures risque d'accroître davantage la souffrance des citoyens, déjà étouffés par la cherté de la vie», fulminent les enseignants libéraux. Face à cette situation, la Fédération nationale des enseignants libéraux exige du régime Diomaye-Sonko «de respecter ses engagements en faveur de l'amélioration des conditions de vie des Sénégalais, de mettre un terme aux licenciements massifs arbitraires dans les entreprises et services de l'Etat, et de rétablir les droits de tous les travailleurs conformément aux dispositions du Code du travail. On réclame également la baisse des prix du riz, de l'huile, des loyers, de l'eau, de l'électricité et des produits d'hydrocarbures, ainsi que le renforcement du secteur privé national, principal pourvoyeur d'emplois, et l'encouragement des investisseurs sénégalais afin d'amorcer une véritable industrialisation du pays, réduisant ainsi le chômage et la précarité», ajoutent les camarades de Karim Wade.

ORGANISATION D'ASSISES
POUR LA RELANCE DE
L'ECONOMIE

Par conséquent, les enseignants libéraux appellent le gouvernement à organiser des assises nationales sur la relance économique, afin d'établir un diagnostic clair et de placer les personnes compétentes aux postes stratégiques. Par ailleurs, ils s'engagent à inscrire leur action dans l'unité du parti, à approfondir la réflexion sur toutes les questions relatives à la vie socio-économique, et à contribuer à la consolidation d'une véritable culture de parti d'opposition. «La Fnel entend également renforcer les capacités de ses membres pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans les différentes étapes du processus politique», indiquent les partisans de Karim Wade exhortant les responsables de leur parti à faire de la communication la clé de voûte de leur action politique pour la reconquête du pouvoir par le PDS avec le Président Karim Wade. «Il reste la seule alternative crédible pour la restauration des équilibres, des valeurs démocratiques, de l'Etat de droit et du progrès économique et social», affirment les enseignants libéraux.

Ousmane SALL

1 FIGISI ATIVES 2024 25 LISTES N'ONT PAS ATTEINT 0 50% DES QUOTAS DES CANDIDATS



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

VIE ETUDIANTE



Thiès : Le CROUS-T renforce l'accompagnement psychosocial des étudiants

Le Centre régional des œuvres universitaires sociales de Thiès (CROUS-T) a mis en place de nouveaux services pour améliorer le bien-être psychosocial des étudiants, a annoncé son directeur, Serigne Mbacké Lô.

Un soutien accru aux étudiants en difficulté
Conscient des défis auxquels font face les étudiants sur le campus, le CROUS-T a récemment introduit des services d'assistance

et d'orientation pour les aider à mieux gérer les pressions académiques et sociales. « L'étudiant est souvent confronté à des préoccupations liées à la réussite, à l'intégration et à l'adaptation », a expliqué M. Lô lors d'un iftar solidaire suivi d'une conférence sur le bien-être étudiant.



Thiès info
20 mars 2025

[Lire la suite](#)

UCAD: Offres de bourses sociales et aides au titre de l'année académique 2024/2025

la vie
Sénégalaise
19 mars 2025

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

02 152

N° UCAD/RECT/SIG/DAK/2025

UNIVERSITÉ
CHEIKH ANTA DIOP
DE SENEGAL

RECTORAT
Direction des Affaires pédagogiques

19 MARS 2025

**COMMUNIQUE SUR LES BOURSES SOCIALES ET AIDES POUR L'ANNEE
ACADEMIQUE 2024-2025**

Le Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop porte à la connaissance des étudiants que les demandes de bourses sociales et aides au titre de l'année académique 2024/2025, sont à soumettre en ligne, sur la plateforme du centre étudiant dans la **Rubrique Administration**: <https://studentcenter.ucad.sn>.

Les dépôts auront lieu du **jeudi 20 mars au mardi 08 avril 2025 à minuit, délai de rigueur.**

POUR LES BOURSES SOCIALES :

Les critères d'éligibilité :

- Orphelin total ;
- Orphelin partiel ;
- Personne en situation de handicap ou de maladie handicapante ;
- Indigent.

Les pièces à fournir :

- Photocopie légalisée de la carte nationale d'identité ;
- Certificat d'inscription de l'année académique 2024-2025 ;
- Certificat médical (pour les étudiants en situation de handicap ou atteints de maladie handicapante) ;
- Certificat d'indigence (pour les indigents) ;
- Certificat de décès d'un ou des parents (pour les orphelins) ;
- Photocopie de la carte d'égalité des chances.

POUR LES AIDES :

Tout étudiant non boursier et régulièrement inscrit en 2024-2025 peut faire sa demande.

Le dossier comporte :

- Une demande manuscrite adressée au Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) ;
- Une photocopie légalisée de la pièce d'identité ;
- Un certificat d'inscription 2024-2025 ;
- Une copie légalisée du diplôme de Baccalauréat.

NB :

- Seuls les bacheliers sénégalais de 2024, régulièrement inscrits et admis en formation non payante peuvent postuler aux bourses sociales et aides.
- Aucun dossier incomplet ne sera accepté ou au-delà de la date limite de dépôt.
- **Aucun dossier physique ne sera accepté. Le dépôt se fait intégralement en ligne.**

Le Recteur par Intérim
Président du Conseil Académique de
l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Professeur
Aminata NIANG DIÈNE

RECTORAT UCAD – Blvd Martin Luther King – BP: 5005 Dakar-Fann – Email : rectorat@ucad.edu.sn – www.ucad.sn

[Lire la suite](#)

UCAD : Un incendie ravage une chambre d'étudiant, le gaz butane en cause

La direction du Centre des Œuvres Universitaires de Dakar (COUD) informe qu'un incendie s'est déclaré dans une chambre d'étudiant, occasionnant d'importants dégâts matériels. Selon les premières constatations, le sinistre aurait été provoqué par l'utilisation de gaz butane dans les logements universitaires, une pratique formellement interdite au sein du campus.

Dans un communiqué officiel, la direction a rappelé l'impérieuse nécessité de respecter les règles de sécurité en vigueur afin de prévenir de tels incidents.

« Cet événement regrettable souligne une fois de plus les risques liés au non-respect des consignes de sécurité.

[Lire la suite](#)



Kewoulo
20 mars 2025

Université Gaston Berger : les étudiants confrontés à une pénurie d'eau

Les pensionnaires du campus social de l'Université Gaston Berger sont depuis quelques jours confrontés à une pénurie d'eau. Le campus connaît des perturbations majeures dans l'approvisionnement en eau.

Ce sont les villages O, P, B et A qui sont les plus impactés par le manque du liquide précieux. La situation serait due à une faible pression mais également à la densité de la population estudiantine au campus social.

Les perturbations dans l'approvisionnement en eau deviennent ainsi répétitives au campus social de l'Ugb, ce malgré l'installation de surpresseur dans chaque village. Pour l'heure un dispositif de camion citerne a été mis en place pour servir de rescouse.



Le Soleil
21 mars 2025

[Lire la suite](#)

SUICIDE DE MATAR DIAGNE A L'UGB

Les étudiants armés moralement pour éviter une scénario similaire

La communauté estudiantine de manière générale était en deuil le mois de février dernier, avec le suicide de Matar Diagne à l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis. Le Centre des Œuvres Universitaires et Sociales de Thiès (CROUS-T) a pris comme prétexte ce cas douloureux pour organiser un « ndogu » solidaire avec les étudiants, marqué par un panel sur les facteurs de déséquilibre psychosocial, pour prévenir un tel acte à l'Université Iba Der Thiam (UIDT) de Thiès.

Le destin tragique de l'étudiant Matar Diagne de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, retrouvé mort dans sa chambre en février dernier, a inspiré le Centre des Œuvres Universitaires et Sociales de Thiès (CROUS-T). C'est ainsi que pour prévenir un tel acte à l'Université Iba Der Thiam (UIDT), il a initié un « ndogou » avec les étudiants, marqué par un panel sur le thème « vie étudiante et bien-être : diagnostic des facteurs de déséquilibre psychosocial ».

Selon Serigne Mbacké Lô, Directeur du Centre des Œuvres Universitaires et Sociales de Thiès (CROUS-T), les étudiants au sein des campus, ont un besoin permanent en termes d'appui, d'assistance, de conseils, d'orientation. Il ajoute que l'étudiant, c'est généralement quelqu'un qui se cherche, qui est confronté à beaucoup de préoccupations, notamment d'identité, d'adaptation, de réussite académique et sociale. Et ces préoccupations, à l'en croire, peuvent déteindre sur l'ordre psychologique, d'autant plus qu'à Thiès, l'offre de formation est principalement tournée vers les sciences et techniques, donc très poussée, très pointue. Dans ce même cadre, il y a également d'autres établissements d'excellence gérés par le CROUS-T, comme l'École Polytechnique de Thiès (EPT), l'École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA), les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE). Dans tous ces établissements, il indique que les étudiants sont tout le temps confrontés à des préoccupations de ce genre, notamment psychosociales, qui nécessitent parfois une écoute attentive. « Nous ne venons pas

le conférencier a incité les étudiants à jouer d'abord ce rôle. C'est pour qu'entre camarades, ils veillent à observer tout changement de tout ordre que ce soit chez un étudiant, et à assésor une solidarité en termes d'accompagnement, de prise en compte des préoccupations de son voisin de chambre, par rapport à tout ce qui peut lui arriver et d'éteindre négativement dans sa vie au campus. Le psychologue Abdou Khadre Sankoko, Directeur des Etudes de l'Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel (ISEP) de Thiès, souligne que l'épineuse question du bien-être de l'étudiant a été abordée sur tous ces aspects, prenant comme prétexte la mort douloureuse d'un brillant étudiant à l'UGB. Il estime que les humains évoluent dans un écosystème où ils oublient généralement un principe sacro-saint lié au fait que le physique est conditionné par le psychique. Malheureusement, cette tendance n'est pas assez bien ancrée dans la conscience collective des Sénégalais, qui mettent souvent les charrues avant les bœufs, en se faisant un bien-être physique, tout en oubliant leur vie psychique. « C'est justement cette vie psychique

qui crée l'équilibre dans notre vie en société, pour nous permettre de prendre à bras-le-corps les défis auxquels nous sommes quotidiennement confrontés. Aborder ces thèmes va à coup sûr permettre aux étudiants de camper le décor et de comprendre visiblement les facteurs internes et externes de ce déséquilibre. Cela leur permet également de comprendre comment pouvoir les détecter de façon précoce, pour alerter, prévenir un quelconque comportement déviant pouvant virer à l'irréparable, à la tragédie. Quand les gens s'isolent, ils ont tendance à s'autocritiquer mal, à perdre l'envie de participer aux activités ludiques, lucratives au sein de l'université, il faut appeler au secours, au soutien, à l'aide », croit-il savoir. Adama Sow Kébé Président de la Conférence des Amicales d'Etudiants de l'Université Iba Der Thiam (UIDT) rapporte que cette activité est très importante dans la vie de l'étudiant. C'est parce que l'étudiant qui a quitté son environnement familial pour rejoindre le campus souffre souvent de problèmes d'adaptation. Sur les facteurs pouvant engendrer des dépressions, il cite également la préca-

rité à cause des conditions sociales et pédagogiques, car l'enchaînement des cours est totalement différent des systèmes en vigueur au collège et au lycée, il a également indexé de déficit d'infrastructures d'accueil, qui a visiblement augmenté le taux d'abandon. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'UIDT, il a mis l'accent sur l'urgence de réceptionner le pavillon de 1 000 lits. Serigne Mbacké Lô Directeur du CROUS-T souligne par ailleurs que cette initiative est déroulée, dans le cadre de la politique d'accompagnement et d'amélioration des conditions de vie des étudiants et au regard de la nouvelle division mise en place au sein du CROUS-T, pour améliorer les offres de services. Ladite division est principalement tournée vers l'accueil et l'accompagnement social et il a annoncé la mise en place d'espaces d'écoute, qui seront construits avec des professionnels en la matière. Le fonctionnement sera aussi assuré par des professionnels, aidés par des pairs éducatifs, des étudiants formés à cet égard.

Mbaye SAMB

L'AS QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES • VENDREDI 21 MARS 2025 • N° 5807

ILS ONT PARLÉ DE NOUS



Gov'athon 2024: des prix décernés aux lauréats AI-KARANGUÉ, FIRNDÉ BI et AGRI-DRONE VISION

Le Premier ministre Ousmane Sonko a procédé à la remise officielle des prix aux lauréats du Gov'athon 2024, ce jeudi 20 mars 2025 à la Primature.

Cette compétition nationale, organisée par le ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public, incarne une volonté ferme du gouvernement de promouvoir l'innovation et de mobiliser la jeunesse autour de solutions concrètes pour moderniser l'administration publique.



Le premier Prix a été décerné à AI KARANGUÉ dans le domaine des transports terrestre (Université numérique Cheikh Hamidou KANE) pour un montant en espèces de vingt millions (20 000 000) FCFA.

[Lire la suite](#)

Le Premier ministre récompense les lauréats du Gov'athon 2024

Le Premier ministre Ousmane Sonko a présidé, jeudi à la Primature, la cérémonie de remise des prix du Gov'athon 2024, une compétition nationale dédiée à l'innovation et à la modernisation de l'administration publique.

Organisé par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public, le Gov'athon vise à encourager les jeunes à développer des solutions technologiques adaptées aux défis du secteur public.

Le premier prix, d'un montant de 20 millions FCFA, a été attribué à AI KARANGUÉ (Université numérique Cheikh Hamidou Kane) pour son projet dans le domaine des transports terrestres.



Sen Bat
20 mars 2025

[Lire la suite](#)

Signature de convention MEN-MESRI : Un pas décisif vers la transformation numérique de l'éducation

Ce jeudi 20 mars 2025, une étape historique a été franchie avec la signature d'une convention entre le ministère de l'Éducation nationale (MEN) et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), en partenariat avec l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK).

Ce partenariat stratégique vise à renforcer les capacités numériques des personnels éducatifs et administratifs du MEN pour une transformation durable du système éducatif sénégalais

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie numérique pour l'éducation 2025-2029, le programme prévoit notamment la modernisation de l'enseignement par l'intégration des technologies de l'information et de l'intelligence artificielle.



Sen Bat
20 mars 2025

[Lire la suite](#)

Les enseignants appelés à être au cœur de la transformation numérique du système

Les enseignants seront au cœur de la transformation numérique du système éducatif avec un “programme ambitieux de formation pour une refonte en profondeur de la pédagogie, une réinvention des méthodes d’apprentissage et une mise à niveau systémique”, a déclaré jeudi, le ministre de l’Education nationale.



APS
20 mars 2025

“Nous voulons que chaque enseignant puisse s’approprier les technologies émergentes et les intégrer intelligemment dans ses pratiques pédagogiques”, a dit Moustapha Guirassy. Le ministre de l’éducation participait à cérémonie de signature à Diamniadio, d’une convention avec le ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation chargé de dérouler la formation à travers l’Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UNCHK).

[Lire la suite](#)

Gov'athon 2024:Le Premier ministre a honoré les lauréats et les finalistes

La remise officielle des prix aux lauréats du Gov'athon 2024 s'est tenue ce jeudi 20 mars 2025 à la Primature. Cette compétition nationale, organisée par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public, incarne une volonté ferme du gouvernement de promouvoir l'innovation et de mobiliser la jeunesse autour de solutions concrètes pour moderniser l'administration publique.

Le Soleil
20 mars 2025



Le premier Prix a été décerné à « Ai karangué » dans le domaine des transports terrestre (Université numérique Cheikh Hamidou KANE) pour un montant en espèces de 20 000 000 FCFA. Le deuxième prix à Firndé BI (Institut Supérieur d'Informatique) pour un montant en espèces : 10 000 000 FCFA.

[Lire la suite](#)

Le Sénégal forme enseignants et agents administratifs à l'intelligence artificielle et au numérique

Le gouvernement sénégalais franchit une nouvelle étape dans la modernisation de son système éducatif avec le lancement d'un vaste programme de formation au numérique et à l'intelligence artificielle (IA) destiné aux enseignants et aux agents administratifs. Une convention pour un enseignement adapté au 21^e siècle.



Les ministres de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, et de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Abdourakhmane Diouf, ont signé ce jeudi à Diamniadio une convention pour mettre en œuvre ce programme, en partenariat avec l'Université Numérique Cheikh-Hamidou-Kane(UNCHK). Ce projet vise à intégrer les technologies de l'information et l'IA dans les pratiques pédagogiques et administratives pour améliorer la qualité de l'éducation et moderniser la gestion scolaire.

[Lire la suite](#)

Thies Info
20 mars 2025

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr El Hadji Abdourahmane DIOUF, et son homologue de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba GUIRASSY, ont procédé ce jeudi 20 mars 2024 à la signature d'un contrat de partenariat destiné à former l'ensemble du personnel enseignant aux enjeux du numérique et de l'intelligence artificielle.

MESRI
20 mars 2025

Ce partenariat, qui sera mis en œuvre par l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK), a pour objectif de préparer les enseignants, les administrateurs scolaires et l'ensemble des acteurs du secteur éducatif à répondre aux exigences d'un environnement numérique en constante évolution.



[Lire la suite](#)

Formation des enseignants au numérique et à l'IA : un partenariat stratégique signé

Dans un effort de moderniser l'éducation en réponse aux défis de la révolution numérique, le Ministre de l'Enseignement supérieur, Dr El Hadji Abdourahmane Diouf, et le Ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy, ont signé, ce jeudi un contrat de partenariat dédié à la formation des enseignants aux enjeux du numérique et de l'intelligence artificielle. L'annonce a été faite sur la page Facebook du MESRI.



Cette initiative, mise en œuvre par l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK), vise à doter l'ensemble du personnel éducatif des compétences nécessaires pour naviguer dans un environnement numérique en constante évolution.

[Lire la suite](#)

Sénégal : Un partenariat pour former les enseignants au numérique et à l'IA à la faveur de la Stratégie du numérique pour l'Éducation 2025-2029

Les enseignants bientôt dans la peau des élèves. Le ministre de l'Enseignement supérieur et son homologue de l'Éducation nationale ont paraphé un accord dédié à la formation des enseignants aux enjeux du numérique et de l'intelligence artificielle.

C'était ce jeudi 20 mars 2025 en présence du Pr Samuel Ouya, recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK).

L'initiative sera mise en œuvre par l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK). L'objectif étant de doter l'ensemble du personnel éducatif des compétences nécessaires pour naviguer dans un environnement numérique en constante évolution.



[Lire la suite](#)

Enseignement et numérique | un partenariat stratégique pour former les enseignants aux enjeux du digital et de l'ia

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr El Hadji Abdourahmane Diouf, et le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy, ont signé, ce jeudi 20 mars 2024, un contrat de partenariat visant à renforcer les compétences du personnel enseignant en matière de numérique et d'intelligence artificielle (IA).

Ce partenariat, mis en œuvre par l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK), vise à former les enseignants, les administrateurs scolaires et les acteurs du secteur éducatif afin de leur permettre de s'adapter aux évolutions technologiques qui transforment l'apprentissage.



RTS 1
20 mars 2025

[Lire la suite](#)

Abdourahmane DIOUF : « Les compétences numériques sont essentielles pour préparer les générations futures »

Les compétences numériques et les compétences en Intelligence Artificielle (IA) sont devenues des éléments essentiels pour préparer les générations futures aux défis du marché de l'emploi, de la société et de l'économie, a soutenu le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), Dr Abdourahmane Diouf.

“Les compétences numériques ne se limitent plus simplement à l'utilisation de logiciels bureautiques. Elles englobent désormais une maîtrise des outils éducatifs numériques, une compréhension des enjeux éthiques liés à l'utilisation des technologies et de l'IA, ainsi que la capacité à intégrer ces outils dans des environnements pédagogiques innovants”, a-t-il souligné.



[Lire la suite](#)

APS

20 mars 2025

Stratégie Éducative 2025-2029 : le Sénégal mise sur le numérique pour transformer ses écoles

Le Sénégal franchit une étape décisive dans la modernisation de son système éducatif en lançant un vaste programme de formation au numérique et à l'intelligence artificielle (IA) destiné aux enseignants et aux agents administratifs.



Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Numérique pour l'Éducation 2025-2029, visant à intégrer pleinement les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les pratiques pédagogiques et administratives.

Le 20 mars 2025, une convention a été signée entre le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, et son homologue de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr El Hadji Abdourahmane Diouf.

[Lire la suite](#)

ATN

21 mars 2025

FORMATION DES ENSEIGNANTS AU NUMÉRIQUE ET A L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le Mesri et le Men paraphent une convention de partenariat

L'Etat du Sénégal renforce son offre de formation. Dorénavant, les enseignants vont bénéficier d'une formation au numérique et à l'Intelligence artificielle. Le ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche de l'Innovation Dr Abdourahmane Diouf et son homologue l'Education nationale Moustapha Mamba Guirassy, ont paraphé un contrat de partenariat à cet effet. Ce partenariat qui sera mis en œuvre par l'université numérique cheikh hamidou kane, consiste à préparer les enseignants, les administrateurs de l'école et tout le personnel enseignant à répondre aux exigences d'un monde numérique en constante évolution. Pour le ministre de l'Enseignement supérieur, «La convention symbolise la volonté commune de renforcer l'éducation numérique et développer les compétences essentielles pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain. Dans un contexte où le monde est de plus en plus façonné par la révolution numérique, ce partenariat se situe au cœur des priorités nationales en matière d'éducation et de transformation digitale». D'après toujours le ministre Abdourahmane Diouf, «Nous avons la responsabilité de renforcer le capital humain au cœur du développement durable du Sénégal. En investissant dans l'éducation numérique et l'intelligence artificielle, nous contribuons directement à l'émergence d'une société beaucoup plus innovante, plus compétitive et plus inclusive». Parce que selon lui, «La transformation



du système éducatif passe par la modernisation des pratiques et pédagogiques et surtout par la préparation des agents éducatifs par le numérique avec des compétences adaptées en adéquation avec les besoins futurs de notre pays». Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, il trouve que les deux ministères doivent travailler en synergie. «Nous sommes condamnés à travailler ensemble. Sans une bonne synergie entre les deux ministères, nous allons avoir du mal à réussir nos missions», fait-il savoir. Quant au ministre de l'Education nationale, il demeure convaincu que l'histoire appartient à ceux qui osent. «Aujourd'hui, nous faisons le choix de l'audace, l'innovation de l'excellence. Ce programme de formation n'est pas une fin en soi. Il est le socle d'une transformation structurelle, le signal d'un engagement irréversible pour un enseignement moderne, performant et résolument tourné vers l'avenir», explique le ministre Moustapha Mamba Guirassy. Qui trouve qu'en investissant dans nos enseignants, nous investissons sur la richesse la plus précieuse qui soit : l'intelligence de nos enfants, l'avenir de notre nation. Ensemble, nous faisons de l'école sénégalaise, une référence, un modèle d'éducation innovant et inclusif, une pépinière de talents prêts à conquérir le monde».

ENJEUX DU NUMÉRIQUE ET DE L'IA Vers la formation de l'ensemble du personnel enseignant

Le projet sera déroulé par l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane.



Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr El Hadji Abdourahmane Diouf, et son homologue de l'Education nationale, Moustapha Mamba Guirassy, ont procédé ce jeudi 20 mars 2024 à la signature d'un contrat de partenariat destiné à former l'ensemble du personnel enseignant aux enjeux du numérique et de l'intelligence artificielle. Ce partenariat, qui sera mis en œuvre par l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk), a pour objectif de préparer les enseignants, les administrateurs scolaires et l'ensemble des acteurs du secteur éducatif à répondre aux exigences d'un environnement numérique en constante évolution. Pour le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, cette convention illustre la volonté commune de renforcer l'éducation numérique et de développer les compétences essentielles pour faire face aux défis actuels et futurs. Dans un contexte où la révolution numérique façonne de plus en plus notre monde, «ce partenariat s'inscrit au cœur des priorités nationales en matière d'éducation et de transformation digitale», a-t-il dit.

Massiré Sarr

2 ACTUALITÉS

DJAMNIADIO Convention de partenariat-Mesri-Men Formation en numérique et Ia pour 105 mille membres du personnel de l'Education

Les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur ont signé une convention pour former plus de 105 mille membres du personnel éducatif dans les métiers numériques et en Intelligence artificielle.

Par Alioune Badara NDIAYE

Quelque 105 mille membres du personnel de l'Education nationale vont bénéficier, cette année, de formations aux compétences numériques et à l'Intelligence artificielle. Ceci, dans le cadre d'une convention signée, jeudi à Diamniadio, entre le Men et le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

(Mesri). «L'objectif est de renforcer la qualité de l'enseignement en intégrant les TIC et l'IA dans les pratiques pédagogiques, de moderniser la gestion scolaire et administrative en formant les personnels administratifs à l'utilisation des outils numériques et de l'IA pour une gestion plus efficace des ressources et des processus, et d'assurer une transformation numérique du système éducatif sénégalais en alignant les pratiques et stratégies pédagogiques avec les objectifs de la Stratégie numérique pour l'éducation 2025-2029», a relevé le document de presse remis à l'occasion de la rencontre. 94 mille enseignants, des référents numériques et en IA, ainsi que des directeurs d'établissement, inspecteurs, gestionnaires et autres sont ciblés par le programme qui va être piloté en ligne et tout au long de l'année par l'université numérique

Cheikh Hamidou Kane. «Le-forcer la qualité de l'enseignement à distance et l'utilisation de l'ia, permettent non seulement de réduire les inégalités d'accès à l'éducation, mais aussi de garantir une formation de qualité, qui s'adapte à l'évolution rapide des technologies et aux besoins spécifiques des apprenants», a indiqué Samuel Ouya, le Recteur de l'Un-Chk dont l'ambition est de devenir un acteur central dans le domaine de l'éducation numérique et de la formation continue en Afrique de l'Ouest. «Le New deal technologique, soutenu par le ministère de la Communication, des Télécommunications et du numérique, et la Stratégie numérique pour l'éducation 2025-2029 constituent des éléments clés de notre vision pour l'avenir de l'éducation au Sénégal. Ce partenariat entre les deux ministères s'inscrit dans cette dynamique,

ACTUALITE

7

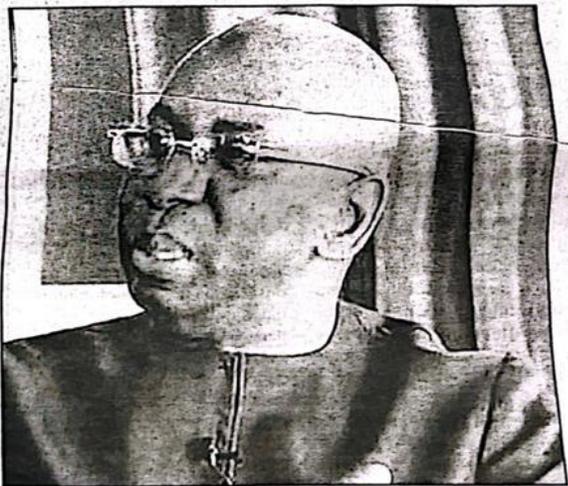
RENFORCEMENT DE COMPETENCES EN NUMERIQUES ET IA

Plus de cent mille enseignants et personnels administratifs ciblés

Dans le cadre du New Deal Technologique, le ministère de l'Éducation nationale (MEN) et celui de l'Enseignement Supérieur ont signé un partenariat visant à moderniser l'éducation à travers le numérique et l'intelligence artificielle (IA). Ainsi le programme cible 105 000 enseignants et personnels administratifs qui bénéficieront des renforcements de compétences numériques et en IA.

000 enseignants et personnels administratifs, pour faire du Sénégal un modèle d'intégration des technologies dans l'éducation. «Le programme cible 94 000 enseignants des cycles préscolaires, élémentaires, moyens et secondaires, 11 107 référents numériques dans les académies, inspections et établissements et les personnels administratifs du ministère de l'Éducation nationale», a déclaré M. Guirassy. Le programme comprend entre autres le certificat en compétences numériques, l'Enseignement et évaluation assistés par les TIC et l'IA, la communication et collaboration numérique, la Cybersécurité et protection des données, la gestion administrative numérique et le certificat en Intelligence artificielle pour l'Éducation. «Ce programme est conçu pour garantir une montée en compétences efficace et durable à travers des formations 100% en ligne, des outils interactifs et un suivi personnalisé. Les enseignants pourront suivre les formations en utilisant un ordinateur, leur tablette ou même leur smartphone connecté à Internet, garantissant ainsi une flexibilité optimale et un accès élargi à tous les acteurs du système éducatif. L'accès aux ressources pédagogiques sera facilité grâce à une plateforme e-learning dédiée, intégrant des cours interactifs, des vidéos explicatives et des modules d'autoévaluation», a-t-il ajouté.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, cette signature marque le début d'une nouvelle ère où l'innovation et l'excellence guideront nos pas. «Les nations qui marquent l'histoire sont celles qui osent regarder l'avenir droit dans les yeux. Nous ne pouvons plus en rester aujourd'hui comme nous le faisons hier. Nous avons fait un choix clair : celui d'agir. L'avenir ne se construit pas dans l'attente, mais dans l'audace et la détermination. Nous avançons avec conviction pour préparer notre jeunesse aux défis du monde moderne», a soutenu le ministre de l'Éducation nationale.



numérique et l'intelligence artificielle (IA), nous contribuons directement à l'émergence d'une société plus innovante, plus compétitive et plus inclusive», affirme Dr Abdourahmane Diouf. Osmane SALL En investissant dans l'éducation

La transformation du système éducatif passe par la modernisation des pratiques pédagogiques et surtout par la préparation des agents éducatifs à l'ère numérique, avec des compétences adaptées aux besoins futurs de notre pays. DR ABDOURAHMANE DIOUF

ÉDUCATION ET FORMATION

FORMATION DE 105 000 ENSEIGNANTS AU NUMÉRIQUE ET À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur en synergie

Les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur ont scellé, hier, à Diamniadio, un partenariat pour développer des synergies dans le projet visant à former 105.000 enseignants en compétences numériques et à l'intelligence artificielle.



Le recteur de l'Un-Chk, Pr Samuel Ouya (maître d'œuvre du projet) entouré par Moustapha Guirassy (à gauche) et le Dr Abdourahmane Diouf.

RUFISQUE - Dans la volonté d'instaurer une véritable synergie d'actions dans le domaine de l'éducation, le ministère de l'Éducation nationale et celui de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ont décidé de conjuguer leurs efforts. Depuis hier, une convention de partenariat sur la formation aux compétences numériques et à l'intelligence artificielle (IA) les lie. L'acte a été matérialisé par la signature d'une convention de partenariat à la sphère ministérielle de Diamniadio. Selon le Dr Abdourahmane Diouf, ministre de l'Enseignement supérieur, cette démarche mutualisée des deux ministères s'inscrit dans la dynamique de préparer les enseignants, les administrateurs et tout le personnel éducatif à répondre aux exigences d'un monde numérique en constante évolution. «La transformation du système éducatif passe par la modernisation des pratiques pédagogiques et surtout par la préparation des agents éducatifs à l'ère numérique, avec des compétences adaptées et en adéquation avec les besoins futurs de notre pays», a-t-il affirmé. Le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, en phase avec son homologue, a réaffirmé que la maîtrise du numérique et de l'IA n'est plus un atout, mais une nécessité impérieuse. Il a rappelé la responsabilité des deux départements de doter l'éducation des outils qui permettront au secteur de remplir pleinement sa mission.

Révolutionner les pratiques pédagogiques Pour réussir ce pari, Moustapha Guirassy n'a pas manqué de mettre en exergue la figure de l'enseignant qu'il définit comme le véritable artisan de cette transformation systémique de l'éducation. «En investissant dans nos enseignants, nous investissons dans la richesse la plus précieuse qui soit, l'intelligence de nos enfants, l'avenir de notre Nation», a fait savoir M. Guirassy. Toutefois, le ministre de l'Éducation nationale demeure convaincu que les enseignants ne peuvent «demeurer de simples transmetteurs de connaissances statiques». Selon lui, ils doivent être «des architectes du futur, des éclaireurs du savoir, des forgerons de l'intelligence collective». Comme les enseignants, ce partenariat scellé par les deux ministères vise également à faire basculer l'ensemble des personnels du ministère de l'Éducation nationale dans le paradigme de la formation tout au long de la vie. Le Dr Abdourahmane Diouf a précisé qu'au-delà de la formation initiale, il est essentiel d'encourager et de soutenir un processus d'apprentissage continu pour nos enseignants et nos administratifs. Ainsi, a-t-il dit, ce programme de formation aux compétences numériques, qui concerne notamment 105.000 enseignants, Ce projet dont l'objectif est de révolutionner les pratiques pédagogiques est mis en œuvre en collaboration avec l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk) à travers le programme de «Formations ouvertes pour le renforcement des compétences, de l'emploi et l'entreprenariat dans le numérique (Forces-N)». Il vise principalement à renforcer la qualité de l'enseignement en intégrant les TIC et l'IA dans les pratiques pédagogiques. Il s'agira aussi de moderniser la gestion scolaire et administrative et d'assurer une transformation numérique du système éducatif. Les formations divisées en deux certificats distincts se dérouleront entièrement en ligne. Mohamed DIONE (Correspondant)



CHOC DE MATAR DIAGNE A L'IGP



ACTUALITE UN-CHK



« Kinkélibas pédagogiques » : l'alignement pédagogique, gage de la qualité d'un scénario d'apprentissage



The banner features the UNCHK logo and a cup of coffee on the left. The main title 'kinkélibas pédagogiques' is in green with a leaf icon, followed by 'Espace d'échanges sur les sciences de l'éducation'. The theme is 'THÈME : « L'alignement pédagogique, gage de la qualité d'un scénario d'apprentissage »'. The date is 'Mercredi 12 mars 2025 à partir de 15h GMT'. The speaker is 'Dr. Gorgoumack SAMBE', an instructor-researcher in computer science at UNCHK and a specialist in digital education, software engineering, and data science. A circular portrait of Dr. Sambe is on the right. The bottom right has the motto 'Proximité, Ouverture, Engagement, Excellence, Éthique'. Social media icons for Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn, and YouTube are at the bottom left.

unchk.sn

Ce mercredi 12 mars 2025 s'est tenue la session du mois de mars des « Kinkélibas pédagogiques » sur l'alignement pédagogique. Elle a été animée par Gorgoumack SAMBE, enseignant-chercheur à l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK). Elle a abordé la thématique de l'alignement pédagogique dans la conception des cours à travers cinq points : scénario et scénarisation pédagogique, alignement pédagogique, objectifs pédagogiques, activités d'apprentissage et stratégies d'évaluation.

[Lire la suite](#)

unchk.sn

L'Espace numérique ouvert (ENO) de Saint-Louis a accueilli le bootcamp intensif du projet Soutien numérique en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes (S@JÈF). Organisé par [Oxfam au Sénégal](#) en collaboration avec l'[Université numérique Cheikh Hamidou KANE – UN-CHK](#), il s'est tenu du 12 au 14 mars 2025. L'objectif de ce bootcamp était de renforcer les compétences numériques de 45 jeunes sélectionnés pour les aider à concevoir des solutions digitales innovantes répondant aux besoins des GIE de femmes entrepreneures. D'ailleurs, ces dernières ont pris part aux activités du premier jour pour échanger et permettre aux jeunes de mieux cerner leurs défis.

[Lire la suite](#)



Amphithéâtre de rentrée 2025 de l'UN-CHK : un moment fort d'échange, de partage et de communion entre PER, PATS et nouveaux étudiants

Le lundi 17 mars 2025, l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) a organisé l'amphithéâtre de rentrée à l'Espace numérique ouvert (ENO) de Méckhé et en ligne. Sous la présidence effective du Recteur, Pr Samuel OUYA, en présence d'une forte délégation composée du Secrétaire général, du Vice-Recteur chargé de la pédagogie, du Directeur des Etudes et de la Scolarité, du Directeur de la Formation et de l'Ingénierie pédagogique, des trois Directeurs de pôle de formation, du Directeur des ENO, de la Vie étudiante et du Sport, de la représentante du Maire de la ville ainsi que de l'administrateur et du personnel et étudiants dudit ENO...



unchk.sn

[Lire la suite](#)

Partenariat entre le MESRI et le MEN : l'UN-CHK assure la formation au numérique et à l'IA des enseignants et personnels de l'éducation nationale

Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et le Ministère de l'Education nationale (MEN) sont désormais liés par une convention de partenariat, qui matérialise leur volonté de former 105 000 enseignants et personnels administratifs de l'éducation nationale aux compétences numériques et à l'Intelligence artificielle (IA). La mise en œuvre de ce renforcement de compétences est confiée à l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) à travers son programme Formation ouvert pour le Renforcement des Compétences, pour l'Emploi et l'Entrepreneuriat dans le numérique (FORCE-N).



unchk.sn

[Lire la suite](#)



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

AGENDA



AGENDA



2^{ème}
ÉDITION

digital colloquium 2025

Thème : « Nouveaux paradigmes en sciences du langage : innovations et perspectives didactiques »


zoom
Exclusivement
en ligne

 **27 & 28**
mars 2025

 **YouTube**
• **LIVE** *Retransmission en direct
sur la Chaine YouTube
de l'UN-CHK*

Hommage à Henri BOYER,

Professeur des universités émérite en Sciences du langage,
Université Paul Valéry - Montpellier 3 - France

AGENDA



THÈME :

« La souveraineté alimentaire par l'agriculture intelligente »



Mardi 15 avril 2025
à partir de 9H



ENO* Mermoz

Retransmis sur
@UNCHK_Sn



* Espace numérique ouvert



Foo nekk foofu la

OPPORTUNITES



Le ministère de l'Éducation nationale (MEN) recrute 600 prestataires

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Amélioration des Performances du Système Éducatif (PAPSE), le Ministère de l'Éducation nationale (MEN) a procédé à la sélection de six cents (600) nouveaux daara à travers les seize (16) académies.

Les responsables des six cents (600) nouveaux daara devront, en collaboration avec les Inspecteurs de l'Éducation et de la Formation de leurs circonscriptions respectives, procéder au recrutement des prestataires de services. Chaque IEF mettra en place un comité de sélection et encadrera le processus de recrutement et de signature de contrat entre le boroom daara et le prestataire. L'appel à candidature sera diffusé au niveau des IA, des IEF, des daara et des sièges des associations des maîtres coraniques.

Tout candidat intéressé adressera un dossier de candidature complet au responsable du daara de son choix. Les dossiers seront reçus de préférence au niveau des boroom daara qui transmettront aux IEF.

Le processus de sélection qui se déroulera du 24 mars au 07 avril 2025.

[Appel à candidature](#)

Sphère ministérielle du 2^e arrondissement de Diamniadio, Bâtiment B1

BP 4025 – Dakar. Tel. +221 338495454 – Email : men@education.sn

www.education.gouv.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL
 Un Peuple, Un But, Une Foi
 Ministère des Pêches
 des Infrastructures maritimes
 et portuaires

N°000604..... PAD/DCH/DIC/SPQ
 Dakar, le12-MAR-2025.....

PORT AUTONOME DE DAKAR
 21, Boulevard de la Libération
 B.P. 3193 DAKAR
 ☎ 221 33 849 45 45
 FAX: 221 33.823 36.06

LE DIRECTEUR DU CAPITAL HUMAIN

Appel à candidature pour le recrutement d'un Data Scientist

Dans le cadre de sa transformation numérique et de l'optimisation de ses processus décisionnels, le Port Autonome de Dakar recrute un Data Scientist chargé des Plateformes Décisionnelles pour renforcer sa capacité d'analyse des données et améliorer ses performances opérationnelles.

Le Data Scientist aura pour mission de définir, concevoir et implémenter des solutions de Business Intelligence (BI) et d'analyse de données.

Ainsi, il sera chargé, entre autres, de :

- ☛ piloter les projets d'implémentation d'outils de reporting BI ;
- ☛ définir et mettre en place les indicateurs clés de performance (KPI) liées aux données ;
- ☛ produire des rapports compréhensibles et exploitables tirés des données ;
- ☛ interpréter des données et communiquer les résultats aux directions métiers ;
- ☛ mener des audits réguliers pour s'assurer de la qualité et de l'intégrité de la donnée, du bon usage des outils et du bon tracking de la donnée ;
- ☛ mettre en place les processus, les normes et la documentation technique nécessaire ;
- ☛ appliquer des techniques (statistiques, text mining, comportementale, géolocalisation,...) d'extraction et d'analyse d'informations, obtenues à partir de gisements de données (Big Data) ;
- ☛ concevoir des datamarts, voire des entrepôts de données (data warehouses) ;
- ☛ évaluer la qualité et la richesse des données, les analyser et en restituer les résultats pour ensuite les intégrer dans le système d'information cible ;
- ☛ analyser les données pour traduire une problématique métier en équation mathématiques/statistiques et réciproquement.

Peuvent faire acte de candidature, les titulaires d'un Diplôme Bac+5 en Data Science, Statistiques, Intelligence Artificielle, Informatique décisionnelle ou équivalent et pouvant justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire, idéalement dans un environnement industriel, maritime ou logistique.

Les Certifications en Microsoft Certified, IBM Data Science Professional Certificate, Data Analyst Associate, Google Professional Data Engineer, AWS Certified Machine Learning seraient appréciées.

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- une lettre de motivation ;
- un CV détaillé avec des références professionnelles ;
- les copies légalisées des diplômes et certifications ;
- un casier judiciaire.

Les dossiers de candidature doivent parvenir sous pli fermé à la Direction du Capital Humain du Port Autonome de Dakar, 21, Boulevard de la Libération au plus tard le 03 avril 2025 à 16 H 30 mn délai de rigueur.



REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple, Un But, Une Foi
Ministère des Pêches
et des Infrastructures maritimes
et portuaires

PORT AUTONOME DE DAKAR



21, Boulevard de la Libération
B.P. 3195 DAKAR
221 33 849 45 45
FAX : 221 33.823 36.06

LE DIRECTEUR DU CAPITAL HUMAIN

Appel à candidature pour le recrutement d'un Administrateur Infrastructure Système et Sauvegarde

N° 000681 PAD/DCH/DDC/SFGT / Dakar, le 12 MAR 2025

Dans le cadre du renforcement de son infrastructure IT et de la sécurisation de ses systèmes d'information, le Port Autonome de Dakar (PAD), recrute un Administrateur Infrastructure système et Sauvegarde.

Missions principales.

L'Administrateur Infrastructure Système et Sauvegarde aura pour mission de gérer les projets d'intégration systèmes et de stockage (Serveurs ESX, système de virtualisation, serveurs virtuelles, baie de stockage, réseau de stockage, système de gestion des accès à haut privilège, etc ...).

A cet effet, il sera chargé de :

- ✓ installer et gérer l'infrastructure système et de stockage ;
- ✓ gérer les changements apportés à l'infrastructure système et de stockage ;
- ✓ concevoir l'architecture l'infrastructure système et de stockage;
- ✓ planifier et réaliser les opérations de maintenance, de mise à jour, de configuration et de migration de l'infrastructure système et de stockage;
- ✓ établir des rapports ou des documents sur toute question concernant l'infrastructure système et de stockage (documentation technique, stratégie de l'information, évaluation des offres, etc.);
- ✓ administrer les contrats sous tous leurs aspects techniques ;
- ✓ concevoir et développer des outils logiciels pour l'administration de l'infrastructure système et de stockage;
- ✓ appliquer les normes et standards de sécurité;
- ✓ installer et faire évoluer les éléments matériels et logiciels de l'infrastructure système et de stockage;
- ✓ appliquer la politique de sécurité et mettre en œuvre le plan de continuité;
- ✓ gérer les capacités des différents systèmes de sécurité physique.

Peuvent faire acte de candidature, les titulaires d'un Diplôme Bac+4/Bac+5 en Informatique, Réseaux et Télécommunications, Cybersécurité ou équivalent. Ils doivent aussi disposer d'une expérience de 3 à 5 ans minimum dans un poste similaire, idéalement dans un environnement industriel ou portuaire.

Les Certifications en Microsoft (MCSA, MCSE), VMware (VCP), ITIL, CISSP, AWS/Azure seraient un plus.

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- une lettre de motivation ;
- un CV détaillé avec des références professionnelles;
- les copies légalisées des diplômes et certifications ;
- un casier judiciaire.

Les dossiers de candidature doivent parvenir sous pli fermé à la Direction du Capital Humain du Port Autonome de Dakar, 21 Boulevard de la Libération ou par voie électronique à candidatr@portdakar.sn au plus tard le 03 Avril 2025 à 16 H 30 mn délai de rigueur.



REPUBLIQUE DU SENEGAL
 Un Peuple, Un But, Une Foi
 Ministère des Pêches
 des Infrastructures maritimes
 et portuaires

N° 000680 PAD/DCH/DEC/6FG5
 Dakar, le 02-MAR-2025

PORT AUTONOME DE DAKAR
 21, Boulevard de la Libération
 B.P. 3195 DAKAR
 ☎ 221 33 849 45 45
 FAX: 221 33.823 36.06

LE DIRECTEUR DU CAPITAL HUMAIN

**Appel à candidature pour le recrutement d'un Administrateur
 Infrastructure Système et Sauvegarde**

Dans le cadre du renforcement de son infrastructure IT et de la sécurisation de ses systèmes d'information, le Port Autonome de Dakar (PAD), recrute un Administrateur Infrastructure Système et Sauvegarde.

Missions principales.
 L'Administrateur Infrastructure Système et Sauvegarde aura pour mission de gérer les projets d'intégration systèmes et de stockage (Serveurs ESX, système de virtualisation, serveurs virtuelles, baie de stockage, réseau de stockage, système de gestion des accès à haut privilège, etc...).

A cet effet, il sera chargé de :

- ☞ installer et gérer l'infrastructure système et de stockage ;
- ☞ gérer les changements apportés à l'infrastructure système et de stockage ;
- ☞ concevoir l'architecture l'infrastructure système et de stockage ;
- ☞ planifier et réaliser les opérations de maintenance, de mise à jour, de configuration et de migration de l'infrastructure système et de stockage ;
- ☞ établir des rapports ou des documents sur toute question concernant l'infrastructure système et de stockage (documentation technique, stratégie de l'information, évaluation des offres, etc.) ;
- ☞ administrer les contrats sous tous leurs aspects techniques ;
- ☞ concevoir et développer des outils logiciels pour l'administration de l'infrastructure système et de stockage ;
- ☞ appliquer les normes et standards de sécurité ;
- ☞ installer et faire évoluer les éléments matériels et logiciels de l'infrastructure système et de stockage ;
- ☞ appliquer la politique de sécurité et mettre en œuvre le plan de continuité ;
- ☞ gérer les capacités des différents systèmes de sécurité physique.

Peuvent faire acte de candidature, les titulaires d'un Diplôme Bac+4/Bac+5 en Informatique, Réseaux et Télécommunications, Cybersécurité ou équivalent. Ils doivent aussi disposer d'une expérience de 3 à 5 ans minimum dans un poste similaire, idéalement dans un environnement industriel ou portuaire.

Les Certifications en Microsoft (MCSA, MCSE), VMware (VCP), ITIL, CISSP, AWS/Azure seraient un plus.

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- une lettre de motivation ;
- un CV détaillé avec des références professionnelles ;
- les copies légalisées des diplômes et certifications ;
- un casier judiciaire.

Les dossiers de candidature doivent parvenir sous pli fermé à la Direction du Capital Humain du Port Autonome de Dakar, 21, Boulevard de la Libération au plus tard le 03 avril 2025 à 16 H 30 mn délai de rigueur.

Mandoyé NDOYE



Recrutement de 1000 Volontaires pour la consommation.

Dans le cadre de la lutte contre la vie chère et du contrôle de l'application des mesures de baisse des prix, le Gouvernement du Sénégal envisage de recruter 1000 volontaires de la consommation. Ce recrutement d'agents volontaires sera mené au niveau des quatorze (14) régions du Sénégal

Critères d'éligibilité

Être de nationalité sénégalaise

Être âgé de 25 à 40 ans

Avoir minimum le BFEM

Disposer d'un smartphone ou tablette connecté à internet

Pièces à fournir

Copie légalisée de la pièce d'identité

Copie légalisée du diplôme coché sur le formulaire

Extrait de casier judiciaire

Certificat de résidence

Vous pouvez postuler sur la plateforme ici :

<https://1000volontairesmincom.com>



RECRUTEMENT

La **BICIS** recrute

Trois (03) Chefs de projets (H/F)

Piloter et suivre la mise en œuvre des projets ou reengineering

MISSIONS

- Piloter et suivre la mise en œuvre des projets ou reengineering ;
- Contribuer à l'évolution des systèmes et/ou des organisations existantes ;
- Proposer et suivre des indicateurs de performance ;
- Dérouter un projet de bout en bout (dans le respect des délais et des coûts pour atteindre les objectifs fixés) ;
- Savoir analyser les situations et proposer les organisations les mieux adaptées ;
- Connaître les méthodes et outils d'organisation propres au groupe SUNU ;
- Définir les besoins des utilisateurs et proposer la meilleure option d'organisation ;
- Proposer des schémas d'optimisation ou de réorganisation et en étudier tous les aspects.

QUALITES REQUISES

- Connaissance d'un outil de gestion de projet et des techniques de conduite de projet ;
- Maîtrise de la conduite du changement ;
- Capacité d'organisation ;
- Créativité & Innovation / Capacité à résoudre des problèmes ;
- Maîtrise du pack Office ;
- Maîtrise de l'anglais opérationnel ;
- Capacité à communiquer à l'oral et par écrit ;
- Autonomie et Proactivité ;
- Capacité d'adaptation ;
- Rigueur ;
- Bon sens relationnel.

PROFIL

- Bac + 4 ou 5 en Gestion des projets
- Une expérience minimum de 3 ans en gestion de projets dans le domaine bancaire

COMMENT POSTULER ?

Merci d'envoyer votre candidature (CV + Lettre de motivation) précisant en objet : «**Chefs de projets** » à l'adresse suivante :

recrutement.banksenegal@sunu-group.com

Date limite de réception des candidatures:

Vendredi 25 mars 2025

N.B : *Seules les candidatures retenues seront contactées.*

LIEU DE TRAVAIL

Sénégal, Dakar



Rejoignez notre équipe !

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) recrute pour ces 21 postes

Lieu du Travail : Côte d'Ivoire / Sénégal / Niger

Date de Soumission : 25/03/2025

Postes vacants a la BCEAO :

- ✓ Chargé de la réglementation financière Dakar (Sénégal)
- ✓ Gestionnaire financier et comptable Tahoua (Niger)
- ✓ Chargé du développement des compétences Dakar (Sénégal)
- ✓ Chargé des ressources humaines Niamey (Niger)
- ✓ Gestionnaire de l'administration du personnel Abidjan (Côte d'Ivoire)
- ✓ Analyste sécurité des SI (04 postes) Dakar (Sénégal)

Pour postuler, les candidats doivent produire un curriculum vitae indiquant notamment : la date de naissance ; la nationalité ; les périodes exactes des expériences professionnelles (date début et date fin) ainsi qu'un résumé des activités prises en charge ; le type de contrat pour chaque expérience (CDD, CDI, Consultance, Stage, etc.) ;

la liste de tous les diplômes, y compris le Baccalauréat le cas échéant, en précisant la date d'obtention, l'établissement de formation et la spécialité de chaque diplôme.

[Pour plus d'informations.](#)



APPEL À CANDIDATURES

Pour le recrutement de tuteurs

Soumission en ligne sur :
<https://recrutement.unchk.sn>

Date limite de soumission



Mardi 25 mars 2025 à 23h 59



Foo nekk foofu la

Infos : tutorat@unchk.edu.sn

*Proximité, Ouverture, Engagement,
Excellence, Éthique*



DCMUN



Foo nekk foofu la



RECRUTEMENT

plus d'informations : rh@unchk.edu.sn

Le programme FORCE-N de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), en partenariat avec la Fondation Mastercard, recrute un **Spécialiste Genre pour un contrat de deux ans à partir d'avril 2025**.

Les candidatures doivent être envoyées avant **le 28 mars 2025 à minuit** à rh@unchk.edu.sn, avec pour objet « GENRE – Prénom et Nom ».

Dossier requis : CV complet et actualisé, copies des diplômes et certifications, lettre de motivation, références professionnelles

Pour plus d'informations, consulter l'appel à candidatures : [AAC - FORCE-N : recrutement d'un Spécialiste GENRE](#).

OPPORTUNITES

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche
et de l'Innovation

N° 0000451 MESRI/Cab/SG/ml

Dakar, le 05 MARS 2025

LE MINISTRE,

COMMUNIQUE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation communique :
Le Secrétariat général de l'Organisation de la Coopération Islamique, informe que le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, met en place le **Prix Chinguitt 2025**.
Ce prix vise à récompenser des recherches exceptionnelles dans les domaines des études islamiques, des sciences et de la technologie, ainsi que de la littérature et des arts.

Critères d'éligibilité :

- Les candidatures sont ouvertes aux chercheurs Sénégalais et étrangers, ainsi qu'aux établissements d'enseignement supérieur, de recherche scientifique et aux associations culturelles.
- Le travail présenté doit démontrer son excellence créative et sa solidité scientifique dans son domaine de spécialisation.
- Il doit respecter les conditions suivantes :
 - 1- ne pas avoir été publié ou présenté il y a plus de trois ans.
 - 2- ne pas avoir été réalisé dans le cadre d'une thèse universitaire.
 - 3- ne pas avoir déjà obtenu un prix.

Composants du dossier de candidature :

- a- Une demande signée par le candidat, précisant la catégorie pour laquelle il postule.
- b- Un CV complet du candidat avec des recommandations, si disponibles.
- c- Une description du travail présenté, mentionnant la méthodologie de recherche et la pertinence du sujet.
- d- Le travail doit être présenté en huit copies.
- e- Une déclaration du candidat confirmant que le travail respecte les critères d'éligibilité.

Procédure de soumission du dossier :

- Le dossier de candidature doit être déposé le 31 mars 2025 au plus tard, soit auprès du secrétariat permanent du conseil, soit envoyé par courrier postal avec le cachet de la poste comme preuve.

Pour plus d'informations :

- Site Web : www.prixchingui.mr
- Email : secretariat@prixchingui.mr
- Téléphone : 00 222 46839755
- Adresse : B.P. 2004, Nouakchott, Mauritanie



6^{me} Etage, Bloc A ,deuxième Sphère Ministérielle, Diarnniadio - ☎ : + 221 33 889 81 31
BP : 36005, Dakar, Sénégal - Email : sp.mesri@gouv.sn

Enko Education sélectionne des enseignants pour soutenir la croissance de notre réseau d'écoles au Botswana, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Mozambique, au Sénégal, en Afrique du Sud, au Togo et en Zambie.

[Plus d'informations.](#)

LA SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES SE FAIT UNIQUEMENT SUR LE SITE

WEB : <https://enko.smapply.org/prog/gem2025/>

Date limite : 2 avr. 2025 23:59 (GMT)

RESPONSABLE NATIONAL DE PROJET CAPED SÉNÉGAL

Lieu d'affectation: Dakar

Catégorie d'emplois: Éducation

Type de contrat : Personnel non permanent

Durée du contrat : De 7 à 11 mois

Clôture des candidatures (minuit heure de Paris) : **07/04/2025**

QUALIFICATIONSREQUISES

- Diplôme universitaire supérieur (master ou diplôme équivalent) dans le domaine de l'éducation, des sciences sociales, des sciences économiques ou dans un autre domaine connexe.
- Au moins 2 années d'expérience professionnelle pertinente, à responsabilité progressive, dans le domaine de l'éducation et de la formation et dans la gestion et le suivi de projets/programmes. Pour plus d'informations, merci de consulter le [Référentiel des compétences de l'UNESCO](#).

Tous les candidats doivent remplir une demande en ligne et fournir des informations complètes et exactes. Pour postuler, veuillez visiter le site [Web de l'UNESCO carrières](#).

Aucune modification ne peut être apportée à la candidature soumise.

[Plus d'informations](#).

OPPORTUNITES

20 www.lesoleil.sn | Lesoleil.sn | Le SOLEIL | Le SOLEIL, SN | LE SOLEIL - MARDI 4 MARS 2025

PUBLICITÉ

**WEST AFRICAN
MONETARY AGENCY**

Tel : + (221) 33 23 24 81
E-mail : wama@amao-wama.org
Web : www.amao-wama.org



**AGENCE MONÉTAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST**

17 Rue Dakar
Off Spur Road
P.M. 8 215
FREETOWN
SIERRA LÉONE

Avis de recrutement pour le poste de Responsable des Technologies de l'Information

L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) est une Agence autonome et spécialisée de la CEDEAO. Elle a été créée en 1993, et a démarré ses opérations en 1996, suite à la transformation de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO). L'Agence est chargée du suivi, de la coordination et de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC), visant la création de la monnaie unique de la CEDEAO. L'AMAO cherche des candidat(e)s expérimenté(e)s pour le poste de Responsable des Technologies de l'Information (T1) au grade de P2.

Poste	RESPONSABLE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, P2
Département	Le Service Informatique (chargé de la mise en œuvre et de l'entretien des infrastructures d'information et de communication de l'Agence et des solutions visant à soutenir son travail).
Description du poste	<p>Dans le cadre de ses responsabilités, le Responsable des Technologies de l'Information aura la responsabilité, entre autres, de s'acquitter des tâches suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> I. Gérer des projets nécessitant des études de faisabilité, des analyses de systèmes, la conception, le développement et la mise en œuvre de nouveaux systèmes ; II. Élaborer des cahiers des charges détaillés et d'autres spécifications fonctionnelles ainsi que la documentation des utilisateurs pour les systèmes clés ; III. Fournir des avis d'expert aux utilisateurs, analyser leurs besoins et les traduire en spécifications de systèmes ou en applications ; IV. Analyser les besoins du personnel, étudier les vulnérabilités aux systèmes et utiliser les résultats pour élaborer le budget Technologies de l'Information ; V. Mettre en œuvre et maintenir une infrastructure informatique comprenant des serveurs physiques, virtuels ou déployés dans le cloud de manière à optimiser les performances ; VI. Mettre en œuvre des applications et assurer la mise à niveau des logiciels ainsi que de la sécurité informatique afin de prévenir les attaques informatiques ou l'en minimiser les effets au ou elles se produisaient ; VII. Entretien, mettre à niveau ou améliorer les infrastructures existantes ; VIII. Dépanner et fournir un appui continu aux utilisateurs ainsi que des conseils sur l'utilisation des nouvelles technologies ; IX. Analyser ou exploiter les bases d'erreurs système pour identifier les causes profondes des problèmes en vue de les résoudre ou d'en minimiser la survenance ; X. Assurer la maintenance du site web de l'Agence ; XI. Concevoir des modules de formation, des manuels d'utilisation et former le personnel aux systèmes assignés ; XII. Participer à l'élaboration de plans de reprise après sinistre et assurer une planification et une formation appropriées des utilisateurs ; XIII. Effectuer des recherches, des analyses et des évaluations en matière de nouvelles technologies et formuler des recommandations pour leur déploiement ; XIV. Participer à la rédaction de rapports et de documents sur des questions liées aux systèmes, à la stratégie d'information, etc. XV. Gérer l'administration des contrats en matière de Technologies de l'Information, y compris l'établissement de contrats de service avec les fournisseurs ; XVI. Superviser le personnel Junior du service Informatique ; XVII. Mettre en œuvre et assurer le suivi de la procédure de sauvegarde et de récupération quotidienne ; et XVIII. Effectuer toute autre tâche qui pourrait lui être assignée par le Directeur Général.
Qualifications	<p>Le ou la candidat(e) doit être titulaire d'une licence en informatique, systèmes d'information ou génie informatique d'une université reconnue. Il/elle devra avoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un minimum de 5 ans d'expérience à responsabilité progressive dans la planification, la conception, le développement, la mise en œuvre et la maintenance de systèmes informatiques ; • un minimum de 5 ans d'expérience dans l'architecture de systèmes complexes ; • un minimum de 5 ans d'expérience en matière de sécurité de l'information et des applications ; • une expérience en méthodologie de gestion de centres de données ; • une expérience dans l'élaboration de politiques et de lignes directrices pour la mise en œuvre serait souhaitable ; et • d'excellentes aptitudes communicatives en anglais ou en français, aussi bien à l'oral qu'à l'écrit. Une connaissance pratique de l'autre langue serait un atout supplémentaire.
Exigences relatives à la personnalité	<p>Le ou la candidat(e) doit être capable de produire un travail de qualité sous pression avec peu ou pas de supervision et démontrer d'une capacité à traiter des questions sensibles dans un environnement multiculturel et à entretenir une relation de travail efficace avec ses collègues.</p> <p>Il/Elle ne doit pas être âgé(e) de plus de 45 ans.</p>

Le salaire est compétitif

Les candidat(e)s intéressé(e)s qui remplissent les conditions requises devront soumettre leur candidature, leurs références et leur CV actualisé à l'adresse ci-dessous au plus tard le 14 mars 2025, entre 08h30 et 17h00, du lundi au vendredi.

Le Directeur Général
Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
1K Scan Drive, Off Spur Road, Freetown

OU

Soumettre leur candidature par courriel à : wamao@amao-wama.org

L'AMAO est un employeur qui souscrit au principe de l'égalité d'accès à l'emploi. Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Elsevier: Série de webinaire sur la recherche scientifique

Elsevier organise une série de courts webinaires destinés aux chercheurs. Chacun de ces webinaires traite d'un aspect différent, sur publication scientifique.

Les participants auront l'occasion de poser des questions en direct et d'échanger avec des experts.

https://elsevier.zoom.us/webinar/register/WN_DjBwOrU5SSqwl5K0M-KLDw#/registration

Date : 24 février 2025 - 11h à 11h45 - Ethique et publication scientifique: prévenir les risques

https://elsevier.zoom.us/webinar/register/WN_wTI2UXKzSoGKFmqtdwZ9vA#/registration

Date : 31 mars 2025 - 11h à 11h 30 - L'IA et la publication: enjeux réglementaires et éthiques

https://elsevier.zoom.us/webinar/register/WN_TMPK-LZiSW6m6_tBcd9MHA#/registration



FORCE-N : recrutement de mentors pédagogiques

FORCE-N mis en place par l'UN-CHK et la fondation Mastercard, lance un appel à candidatures pour le recrutement de mentors pédagogiques pour les certificats de compétence De Intelligence Artificielle ; Data Analysis ; Data Engineering. Les dossiers de candidature peuvent être soumis à travers le formulaire de candidature à l'adresse suivante : <https://urlz.fr/nn1s>.

Le dossier de candidature doit impérativement comporter les éléments suivants : lettre de motivation ; CV actualisé, copies des diplômes et certificats obtenus

Les fiches d'appel à candidatures sont consultables via les liens ci-après :

[AAC - certificat de compétence en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE](#) ;

[AAC - certificat de compétence en DATA ANALYSIS](#) ;

[AAC - certificat de compétence en DATA ENGINEERING](#).

Pour toute information complémentaire, écrire à mentorat@unchk.edu.sn.

Bourses d'études au Canada (BEC) : appel à candidatures pour l'année académique 2025-2026

Bourse Ouverte Pour : Etudiants Internationaux ; Pays / Lieu : Canada

Appel à candidatures pour l'année académique 2025-2026 est désormais ouvert. Les établissements canadiens doivent présenter les candidatures en ligne au nom des candidats admissibles au plus tard le **18 mars 2025 à 23 h 59 HAE**.

Les candidats admissibles doivent :
être citoyens d'un des pays ou territoires suivants :

Asie : Bangladesh, Népal, Taïwan;

Europe : Türkiye, Ukraine;

Moyen-Orient et Afrique du Nord : Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie;

Afrique sub-saharienne : Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Ouganda.

[Cliquez ici pour postuler](#)

Programme de bourses Japon-Banque mondiale 2025

La Banque mondiale et le Japon lancent une bourse d'étude pour les pays en développement.

Ouverture des candidatures le 13 janvier 2025 pour des étudiants des pays en développement souhaitant poursuivre un master dans des domaines liés au développement.

Universités partenaires : 24 (États-Unis, Europe, Afrique, Océanie, Japon). Programmes : 41 masters.

Périodes de candidature :

La fenêtre 1 sera ouverte du **13 janvier au 28 février 2025 à 12h00**

La fenêtre 2 sera ouverte du **25 mars au 23 mai 2025 à 12h00**

La bourse couvre les frais de scolarité , les billets d'avion , et une allocation mensuelle , avec l'engagement des bénéficiaires de retourner dans leur pays pour y appliquer leurs compétences.

Plus d'informations : <https://www.worldbank.org/en/programs/scholarships/jj-wbgsp>

OPPORTUNITES

Programme de bourses d'un montant de 25.000 dollars dédié aux jeunes femmes scientifiques africaines

REPUBLICQUE DU SENEGAL N°.....MESRI/Cab/SG/DC/DB/DBE/BAAAE/add.



Un Peuple-Un But-Une Foi

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Dakar, le 22 JAN. 2025

Le Ministre,

COMMUNIQUE

**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche
et de l'Innovation communique :**

L'UNESCO et la République de Guinée Equatoriale lancent pour la première fois un programme de bourses d'un montant de 25.000 dollars entièrement dédié aux jeunes femmes scientifiques africaines.

Le programme des jeunes scientifiques africains est établi par le Conseil Exécutif de la République de Guinée Equatoriale et vise à promouvoir et à soutenir deux (02) jeunes femmes africaines exceptionnelles de moins de 45 ans, dans le domaine des Sciences de la Vie.

Conditions d'éligibilité :

1. être de nationalité sénégalaise et mener des travaux de recherche dans un laboratoire reconnu en Afrique ;
2. être âgée de moins de 45 ans au moment du dépôt de la candidature ;
3. être titulaire d'un doctorat dans le domaine des sciences de la vie ;
4. se consacrer à la recherche scientifique dans le domaine des sciences de la vie.

Critères de sélection :

1. contribution significative et innovation dans la recherche ;
2. production de matériel scientifique (publications, brevets)
3. reconnaissance au niveau national, régional ou international (prix, bourses) ;
4. alignement sur les objectifs de l'UNESCO en matière de développement durable dans le domaine des sciences.

Dossier à fournir :

1. un projet de recherche innovant pouvant être mené en un an ;
2. un plan de travail détaillé comprenant les activités, les objectifs et les résultats escomptés de la recherche ;
3. un budget détaillé expliquant comment la subvention de 25.000 dollars sera utilisé (matériel, équipement, voyages, frais de publication etc.)
4. un résumé des travaux de recherche antérieurs, y compris les publications et autres documents justificatifs ;
5. un CV détaillé comprenant les qualifications académiques, les postes occupés, l'expérience de la recherche et les travaux en cours ;
6. une ou deux recommandations d'un Directeur de Thèse ou d'un pair dans le domaine de la recherche.

Les candidatures validées par la commission nationale auprès de l'UNESCO doivent être remplies en ligne via le lien : www.unesco.org/egip/account-request jusqu'au **31 mars 2025 à minuit, heure de Paris.**

Pour toutes informations supplémentaires, contacter le secrétariat du programme à l'adresse mail suivante : lifesciencesprize@unesco.org



Concours d'entrée à l'École Polytechnique de Thiès

L'École Polytechnique de Thiès (EPT) organise un concours d'entrée en première année, prévu le samedi 14 juin 2025 de 15 h à 18 h dans toutes les régions du Sénégal.

Le concours est ouvert aux élèves des classes de Terminale Scientifique et Technique (S1, S2, S3, T1, T2), ainsi qu'aux bacheliers et candidats libres âgés de moins de 22 ans au 1^{er} octobre 2025.

inscriptions ouvertes jusqu'au 15 avril 2025

Plus d'informations: <https://senbaat.com/concours-dentree-a-lecole-polytechnique-de-thies-inscriptions-ouvertes-jusquau-15-avril-2025.html>

Concours ESP DAKAR

L'École Supérieure Polytechnique (ESP) de Dakar ouvre les inscriptions pour le concours d'entrée en Diplôme d'Ingénieur de Conception (DIC). Une opportunité unique pour intégrer une formation d'excellence et se préparer à un avenir brillant dans le domaine de l'ingénierie

- ✓ Génie Chimique, Industries Alimentaires
- ✓ Génie Biologique et Biotechnologies
- ✓ Génie Électrique
- ✓ Génie Civil
- ✓ Génie Mécanique
- ✓ Génie Informatique
- ✓ Télécommunications et Réseaux

Date limite de dépôt des dossiers : 23 mai 2025

Concours d'entrée : Mercredi 11 juin & Jeudi 12 juin 2025

Inscription en ligne : <https://concours.esp.sn>

Lancement du Prix de la traduction Ibn Khaldoun-Senghor 2025 de l'OIF et l'ALESCO

L'OIF et l'ALESCO, l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences, annoncent l'ouverture des candidatures pour la 18e édition du Prix de la traduction Ibn Khaldoun – Léopold Sédar Senghor.

Le Prix Ibn Khaldoun – Senghor récompense la traduction du français vers l'arabe et de l'arabe vers le français d'une œuvre littéraire et/ou en sciences humaines et sociales (En savoir +)

Le dernier délai pour la présentation des dossiers de candidature est fixé au 30 juin 2025.

[Plus d'informations](#)

[Lire la suite](#)

Pour postuler à la rentrée de septembre 2025 au canada

La rentrée de septembre, ou rentrée d'automne, est la période d'admission la plus courante dans les universités canadiennes. Elle commence généralement en septembre et attire la majorité des étudiants internationaux. Il est conseillé de commencer votre préparation dès maintenant pour maximiser vos chances d'admission.

Les trois rentrées possibles au Canada

Rentrée d'automne – Début en septembre.

Rentrée d'hiver – Début en janvier.

Rentrée de printemps/été – Début en mai.

Avantages de la rentrée de septembre 2025

Taux d'acceptation plus élevé par rapport aux autres rentrées.

La rentrée suit la fin de l'année scolaire dans plusieurs pays, ce qui permet aux étudiants de postuler après avoir terminé leur cursus.

LUS d'informations et Liste des Universités et dates limites pour la Rentrée de Septembre 2025:

<https://tuniversity.com/dates-limites-pour-postuler-a-la-rentree-de-septembre-2025-au-canada/>

L'UN-CHK annonce l'accès à Scholarvox Skills, une plateforme de formation en ligne développée par Cyberlibis, pionnier des bibliothèques numériques.

Contenus diversifiés et spécialisés : Plus de 1 000 formations et 40 000 vidéos couvrant des domaines tels que le Business, la Gestion de Projet, le Coaching, les Logiciels, le Web, le Coding, et bien plus.

Certificats de formation : Générés automatiquement à la fin de chaque parcours.

Accès illimité : Disponible 24h/24 et 7j/7 pour tous les étudiants et membres du personnel.

Accès :

Étudiants : Rendez-vous sur:

- accédez à <https://ent.unchk.sn>
- indiquez vos identifiants sur le service d'authentification de l'UN-CHK, puis
- cliquez sur « Se connecter » ;
- dans le menu Formation, sélectionnez « Mes Bibliothèques » ;
- cliquez sur « SCHOLARVOX SKILLS Formations/Certificats ».

Personnel et tuteurs : Rendez-vous sur https://pedagogie.unchk.sn/ent/ressource_pedagogiques

Pour plus d'informations, contactez : bibliotheque@unchk.edu.sn

Scholarvox Skills : un outil essentiel pour réussir vos défis académiques et professionnels



Vous êtes étudiant en Licence 3
ou Master à l'UN-CHK ?

Renforcez vos soft-skills gratuitement
sur <https://softskills.unchk.sn> !

Plus d'informations : stages@unchk.edu.sn



Foo nekk foofu la



*soutenu par le programme « Réussir au Sénégal » de la (GIZ)GmbH, financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), l'État libre de Bavière et la Coopération Néerlandaise.

Plus d'information, aller sur la page www.defaru.sn

Foo nekk foofu la





Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE



MERCI



Foo nekk foofu la

